

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

MARDI 31 AOÛT
N° 242 1,50 F

Belgique : 15 FB
Commission paritaire : 56 942

**

LE TRAIN
NICE-AMSTERDAM
DÉRAILLE A
COMPIÈGNE
DES DIZAINES
DE BLESSÉS

voir p.6

LIMITER LES SALAIRES ET LA CONSOMMATION PRIORITE DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

Inflation

«Une tâche prioritaire vous attend, déclarait Giscard au nouveau gouvernement, celle de lutter contre l'inflation». Et il nous avertissait : «aucune défaillance ne sera admise». Avec la promotion de la lutte contre l'inflation au rang de tâche prioritaire du nouveau gouvernement dont le premier ministre est connu pour ses déclarations répétées contre l'inflation, une nouvelle campagne de propagande s'amorce sur ce thème.

Les explications sur l'inflation fournies par le gouvernement et les sphères dirigeantes ainsi que par leurs organes, sont des plus limitées, et ne permettent guère de se faire une idée.

Par contre sur la médication, le gouvernement est catégorique : il faut limiter les salaires et la consommation, faire des sacrifices. Barre, au cours de sa conférence de presse n'a pas été plus explicite : «L'inflation conditionne tout... Il faut surmonter les tensions inflationnistes pour assurer le plein emploi et le bien être des Français».

L'inflation se traduit, dans la vie courante par les hausses des prix que l'indice officiel des prix reflète en l'atténuant. Elle est actuellement de l'ordre de 10 % par an. Mais elle touche plus lourdement les ouvriers et les petits paysans que les gros revenus. Cette hausse de prix est permanente en système capitaliste, mais elle s'est considérablement accélérée depuis le début du siècle et après être passée par divers niveaux, elle inquiète aujourd'hui à nouveau le gouvernement. Une des raisons en est, nous dit-on, les hausses des salaires trop élevées.

suite p.3

A PARIS LE 30 AOÛT ...

Il y a encore des bouchons sur les routes, que le grand jeu de piste du gadget nommé «bison futé» n'a pu résorber. Pourtant, la période des congés est bien finie, dans les préoccupations des travailleurs, des familles, si ce n'est dans les faits.

«Ça sera toujours la même chose !»

«C'est vous qui le dites ; moi, je pense que ça va être encore pire».

Dans la seule boulangerie ouverte du quartier de Belleville, brusquement prise d'assaut ce lundi matin, on parle facilement de la «rentrée», du remaniement ministériel. L'opinion unanime est que les choses ne peuvent qu'aller de pire en pire, que de toutes façons, ce remaniement ne peut apporter la moindre amélioration au sort des travailleurs. «Si le Barre est à la fois premier ministre

et ministre des finances, ce n'est pas pour rien». La conversation en vient aux prix. Tout le monde n'est pas parti en vacances, et c'est un dialogue rapide entre ceux qui ont vu les prix continuer à augmenter à Paris, et ceux qui sont encore révoltés par les prix «vacanciers» subis sur les lieux de leurs vacances.

suite p.3

«NOUS REFUSONS L'AIDÉ DÉRISOIRE, ARBITRAIRE ET INSULTANTE» DISENT LES PAYSANS



- CHAMPAGNAC-
DE-BELAIR

(Dordogne) :

1.500 paysans manifestent à la foire cantonale

«Si ce n'est pas classé ici en zone 1, nous en ferons une zone d'insécurité»

- VIENNE (Isère) :

Les paysans bloquent l'autoroute A 7

Préparation à une résistance de longue durée
Renforcement de l'unité entre organisations

L'OLP DÉCIDE MOBILISATION GÉNÉRALE DE TOUS LES PALESTINIENS DE 18 À 30 ANS

Tandis que Sarkis, le futur président libanais, élu sous la protection des chars syriens, se rend à Damas pour y accepter le maintien pendant au moins un an des troupes d'occupation syriennes, la radio des patriotes libanais fait état de la mobilisation de 20.000 soldats syriens prêts à pénétrer au Liban.

Tous les Palestiniens âgés de 18 à 30 ans, quel que soit le pays où ils sont exilés, ont été mobilisés par l'Organisation de Libération de la Palestine. La situation est d'une très grande gravité : au nord, à Tripoli, les troupes syriennes bloquent la montagne tandis que les fascistes accumulent des forces et des armes dans le sud, le long de la côte. A Beyrouth, et dans la montagne, troupes syriennes et fascistes préparent un assaut. La situation est grave parce que l'alliance des forces fascistes et syriennes — renforcée au Sud Liban par les agresseurs sionistes — paraît très forte, veut détruire le mouvement patriotique libanais et soumettre la Résistance Palestinienne en même temps que briser leur alliance. Face à cette menace, la Résistance ne faiblit pas un instant : toutes les organisations de la Résistance Palestinienne ont participé à l'annonce de la mobilisation générale.

suite p.8

ETATS-UNIS

Les centrales construites au mépris de la vie du peuple

Grave explosion «accidentelle» dans une centrale atomique

TAIWAN

Les Américains l'ont-ils doté de la bombe atomique ?

voir p.7

CONDITIONS DE TRAVAIL

AVEC LA LOGIQUE CAPITALISTE

LES PAYSANS AUSSI

Correspondant Nancy

... ESCLAVES DE LA MACHINE !

Pour beaucoup de travailleurs, les paysans sont des privilégiés parce qu'ils peuvent travailler au grand air. En réalité, pour eux comme pour tous les autres travailleurs, le développement du capitalisme a introduit sa logique implacable de rentabilité et de profit. Même ceux qui se sont engagés, au prix d'efforts, dans la modernisation sont loin d'avoir vu leurs conditions s'améliorer.

Obligé de s'endetter auprès du Crédit Agricole pour investir et survivre, le paysan est contraint de travailler 12 h par jour et plus pour rembourser ses emprunts ; il est contraint de cultiver ou d'élever du bétail avec des rendements de plus en plus forts, et pour cela d'utiliser de plus en plus de produits chimiques et de médicaments, qui mettent en danger sa propre santé, sans parler de celle du travailleur qui consommera ces produits. Il est contraint aussi de mécaniser le plus possible et donc de rentabiliser le matériel, ce qui le conduit à faire de longues séances de tracteur au détriment de sa colonne vertébrale.

A cela s'ajoute un isolement croissant. En vingt ans, les conditions de travail des petits paysans et des ouvriers agricoles ont subi un profond bouleversement. Esclave des machines, esclave du Crédit Agricole, le paysan a vu ses conditions de travail se rapprocher de celles que connaît la classe ouvrière.

— Issu de milieu agricole, mes parents étaient paysans, j'ai reçu une formation bien petite, je suis allé à l'école jusqu'à 14 ans tout en travaillant sur l'exploitation en revenant de l'école, sans dimanche, sans sortie, sans rien du tout ; j'ai été en maison familiale, c'est-à-dire huit jours à l'école, quinze jours sur l'exploitation. Là, on a appris la technique, parce que mes parents commençaient la modernisation, c'était les premiers tracteurs. Mais depuis, avec le matériel, on est passé à l'industrie.

— Le Quotidien du Peuple : Ça a changé à partir de quelle date ?

TEMOIGNAGE



Quelques chiffres révélateurs...
 Pour 2 850 000 travailleurs agricoles actifs en 1971,
 350 morts par an,
 100 000 accidents du travail par an,
 10 200 hospitalisations dues aux pesticides (en 1970).
 30 000 tracteurs en 1945, 1 000 000 en 1965 ;
 un accident pour 1 000 engins,
 un conducteur de tracteur sur 3 000 est blessé chaque année,
 un accident de tracteur sur trois est mortel.

— Ça fait vingt ans. Ça a été accentué par le gouvernement, les chambres d'agriculture, les techniciens qui allaient dans les exploitations disant : « Il faut que ce soit rentable, il faut faire des investissements », mais qui dit emprunts au Crédit Agricole, qui dit emprunts au Crédit Agricole, dit rentabilité, à partir du moment où tu as des charges financières sur le dos, tu bosses. Tu ne penses même pas si tu bosses dix ou douze heures par jour. Si tu ne rembourses pas, on te coupe les vivres. Tu n'as plus qu'à prendre ta valise. Tu n'as pas le choix. Maintenant, il y a 80 % des agriculteurs qui en sont à ce point-là, avec des investissements, des échéances et qui bossent dix ou douze heures par jour.

— QdP : Comment s'est passée l'introduction de produits chimiques ?

— A l'école, j'ai appris les produits, les sortes de désherbants, les sortes de traitement des semences. On fait des produits de très mauvaise qualité, mais on n'a pas le choix. Ou on emploie ces produits-là, ou c'est revenir à la culture traditionnelle, alors on crève de faim. Avec les produits, on arrive à faire quarante à cinquante quintaux de grains par hectare, si on pratique l'ancienne méthode, on retombe à dix quintaux.

— QdP : Quelles conséquences a eues la mécanisation ?

— Quand j'avais 15 ans, le tracteur, c'était une merveille... des sièges qui étaient durs comme la table, maintenant, je m'en ressens, j'ai 30 ans, des maux de reins. Tous les trois mois, tu es quatre ou cinq jours au lit. A 50 ans, qu'est-ce que ça va être ? Je porte une ceinture, c'est la même

que celle des conducteurs de bull-dozer.

— QdP : Tu fais combien d'heures de tracteur par jour en moyenne ?

— A peu près cinq par jour. Plus la moissonneuse-batteuse... Et la poussière, on en bouffe ! A la moisson, tu reviens parfois noir, tu craches tout noir. Tu es toute la journée dans un nuage de poussière, pendant quinze jours de temps. Moi, j'ai une moissonneuse-batteuse. C'est un capital. Si je veux l'amortir, je vais chez un voisin qui n'en a pas. Et tu es encore huit jours de plus sur ta machine, tu bouffes de la poussière. On bouffe des gaz d'échappement, parce que bien souvent, on a des coucous qui ont des fuites au pot d'échappement ou ailleurs. Que ce soit aux semis, à la fenaison, à la moisson, on bouffe tou-

jours de la poussière, de la poussière de terre, de foin, de moisson.

— QdP : Comment, sous le socialisme, tu vois la solution aux problèmes des paysans ?

— Il y a certainement une transition à faire entre l'agriculture pourrie qu'on fait en ce moment et une agriculture saine. Mais ce ne sera pas du jour au lendemain et puis ce n'est pas l'affaire des seuls paysans.

— Et puis, ça dépend quel socialisme, si c'est le parti socialiste, le parti « communiste », il n'y aura rien de changé du tout, on sera grosjean comme devant, ce sera exactement la même chose. Pour moi, le changement de société, c'est la révolution. Mais le changement de politique, ce n'est pas le remède, ce sont les gens qui feront le changement.

Sanders (Juvisy) : La santé, c'est l'affaire des travailleurs !

Sanders, c'est un trust agro-alimentaire présent partout en France : quatorze usines, une centaine de filiales. Il exploite et intoxique les ouvriers qui fabriquent les aliments pour animaux, les paysans qui les utilisent. C'est le même trust qui propose des contrats d'intégration aux paysans et les oblige à s'endetter pour rentabiliser leur exploitation, à utiliser les produits « maison Sanders », engrais, aliments, produits pharmaceutiques et même ses conseillers techniques.

C'est le même trust qui ruine la santé des travailleurs qui brassent de grandes quantités d'hormones, d'antibiotiques, subissent les cadences, le travail dans la chaleur, la poussière. Les allergies, les asthmes, les eczémats sont très nombreux.

A Juvisy, une section CGT combattive lutte pour obtenir de meilleures conditions de travail et pour réaliser l'unité des travailleurs sur l'usine. Elle édite régulièrement un bulletin et a pris l'initiative en hiver dernier de diffuser un questionnaire médical pour faire le point sur les maladies qui atteignent et usent les ouvriers.

Depuis deux mois, un groupe du CLISACT* travaille avec les ouvriers de Sanders et leur section CGT pour rechercher les effets sur la santé de leurs conditions de travail, les effets toxiques des produits manipulés.

En juin, une réunion est organisée. Elle rassemble des représentants de tous les ateliers, deux médecins et une pharmacienne du CLISACT. Dans un atelier, les laborantines pratiquent les autopsies des animaux morts (envoyés par les paysans qui, en payant le grain, sont assurés de cette possibilité en cas « d'accident »).

« Nous baignons dans une odeur d'éther, d'alcool, de solvants dont certains contiennent du benzène et cela n'a rien d'étonnant si nous sommes souvent malades ; en deux ans, il y a eu quatre fausses couches

spontanées chez trois d'entre nous.

« Dans notre labo, le problème, c'est la fièvre de Malte et la toxoplasmose. Pour le médecin du travail, ce ne sont pas des maladies professionnelles : il nous dit que c'est le fromage de chèvre que nous mangeons qui nous donnerait la fièvre de Malte ! La toxoplasmose, c'est le chat ou le chien qui nous l'aurait transmise ! »

Dans un autre atelier, les employés qui pèsent les médicaments pour les mélanges de l'usine abordent la question des médicaments source d'eczéma, d'asthme, de bronchites. L'étude des étiquettes faite par le CLISACT a permis d'en reconnaître un grand nombre et d'expliquer leurs dangers aux travailleurs, comme celui du chloramphénicol antibiotique toxique pour le sang, lorsqu'il est ingéré !

Les imprimeurs qui travaillent avec du matériel archaïque, ne reçoivent pour la plupart aucune formation en sécurité, il y a des accidents, des intoxications avec les solvants utilisés pour le nettoyage, l'encre...

A la suite de cette réunion positive, des décisions ont été prises : continuer la popularisation de l'enquête, l'élargir aux autres usines Sanders, aux paysans victimes eux-aussi de cette organisation du travail basée sur le profit. Des contre expertises médicales, l'examen des dossiers des ouvriers hospitalisés, la diffusion large des résultats sont prévus.

Cette réunion a marqué une étape dans l'unité des travailleurs sur l'entreprise, autour de leur section CGT et dans la mise en pratique d'un autre type de médecine, qui part des besoins des travailleurs, qui mène l'enquête en s'appuyant sur leur expérience.

Cette première étape va maintenant permettre aux ouvriers de Sanders, à leur section syndicale, et au CLISACT d'aller plus loin pour imposer le respect de la santé et de la sécurité.

A Sanders, la santé et la sécurité, c'est l'affaire des travailleurs !

* CLISACT : Comité de Liaison sur la Santé et les Conditions de Travail (qui regroupe syndicalistes, médecins et juristes).

L'inflation : CE SONT LES TRAVAILLEURS QUI EN FONT LES FRAIS

Suite de la page une

Mais est-ce les travailleurs qui dans cette société décident des prix ? Le gouvernement, pour sa part, décide d'un bon nombre de prix : transports, essence, timbres, etc... et c'est justement ces prix qui viennent de connaître la plus forte augmentation, les autres prix sont fixés par les patrons avec l'autorisation du gouvernement. Quant aux salaires, si parfois ils augmentent, malgré les vœux du gouvernement, c'est à la suite de luttes. En s'appuyant sur les truquages de l'indice des prix, le gouvernement pré-

pour la bourgeoisie de reprendre aux travailleurs les augmentations de salaires qu'elle est obligée de leur consentir ou pour rogner sur leur pouvoir d'achat. C'est ainsi que les hausses de salaires comme celles qui ont été accordées en 68, sont suivies de périodes de forte inflation.

CONTENIR L'INFLATION DANS CERTAINES LIMITES

Pourquoi la bourgeoisie se plaint-elle donc de l'in-

prix risque de lui faire perdre des marchés. C'est pourquoi l'ambition du gouvernement n'est pas de juguler totalement l'inflation, mais de la ramener à un taux voisin de celui de ses concurrents et en particulier de l'Allemagne. Une des raisons pour lesquelles l'Allemagne a un taux d'inflation inférieur à celui de la France, en dehors du fait de son appareil productif plus moderne que celui de la France, tient au fait que le gouvernement a réussi à imposer une politique des revenus : c'est-à-dire à limiter les hausses nomi-

pour une part les échecs français dans la conquête des marchés du Tiers Monde : le redéploiement. C'est donc prioritairement à cette tâche que va s'atteler Barre. Mais là, il aura les mêmes difficultés que son prédécesseur pour limiter les hausses de salaires. Si jusqu'ici, aucune mesure autoritaire de blocage des salaires n'a été prise, c'est par crainte de la réaction des travailleurs. Barre va donc tenter de faire passer une limitation des hausses de salaires sous une forme déguisée. Dans son programme des prochains jours, une rencontre avec la CGT et la CFDT qui ont demandé à être reçues, est prévue. C'est probablement sur ce point que porteront les discussions.

Mais la période n'est plus où les directions syndicales pouvaient s'engager au nom des travailleurs à des accords contractuels de blocage des salaires. La montée de la combativité dans la classe ouvrière leur interdit une pratique aussi ouverte de collaboration de classe.

Suite de la page une

Une poste de quartier. C'est l'heure de la pause. Le «café des postiers» est plein. La plupart ne rentrent pas de vacances. Certains même se préparent à prendre leurs congés : «On s'est fait avoir, me dit un jeune, on a combiné les congés avec la période des vendanges, et voilà que les vendanges sont avancées, que les vignerons embauchent massivement dès maintenant». Du coup, la conversation se centre sur la sécheresse, sur la situation des paysans, sur l'impôt de «solidarité nationale». Le cafetier philosophe : «Avec les paysans, c'est toujours la même chose, quand il fait beau, ils ne sont pas contents, quand il pleut, ils crient à la catastrophe...» Rengaine qu'on entend souvent. Mais là, elle suscite des réactions : parmi les jeunes postiers, beaucoup sont des «immigrés intérieurs», ils savent ce que la sécheresse veut dire. «Tu parles sans savoir, ou tu as peur de l'impôt. Parce que laisse moi te dire que chez les paysans, il y en a beaucoup qui ne se plaindront plus du tout, ou qui se plaindront du prix de ton rouge quand ils se

retrouveront postiers à Paris. C'est ça la sécheresse. Les gros s'en tirent, les petits crèvent». Dans le café, le silence s'est fait. C'est que ce jeune sait de quoi il parle : il est fils de paysan. Je lui demande ce qu'il pense de la situation que nous prépare le nouveau gouvernement. «Ce sont tous les mêmes», «Ponia n'a pas changé, lui», «pour qu'ils parlent tant d'inflation, c'est que ça va mal aller pour les salaires. Déjà, il va y avoir l'impôt sur la sécheresse, et l'essence à 2F ! » Certains pensent que Giscard s'est fait avoir par Chirac. D'autres le contraire. «Ce qui est sûr, c'est qu'ils se crépent le chignon, et que ce n'est pas pour nous faire des cadeaux, au contraire. Mais pour s'envoyer des fleurs comme ils l'ont fait, c'est qu'ils sont moins forts qu'ils veulent le faire croire».

C'est cela l'ambiance de la rentrée. Aucune illusion chez les travailleurs sur les nouveaux gouvernants, une révolte encore approfondie par les «surprises» de la rentrée, des interrogations politiques. L'automne sera chaud.

Eric BRÉHAT



tend que les salaires ont augmenté plus vite que les prix et en tire prétexte pour justifier un ralentissement de leur hausse, mais les travailleurs se rendent compte que leur pouvoir d'achat n'a pas progressé au cours de ces dernières années. En fait, l'inflation est un moyen

flation ? L'inflation lui rend service, mais dans certaines limites. L'impérialisme français dépend pour sa survie de ses relations commerciales avec les autres pays capitalistes et avec les pays du Tiers Monde, où il rencontre une forte concurrence, une trop forte hausse des

nales des salaires. En France, la combativité des travailleurs contraint la bourgeoisie à lâcher des hausses de salaires qu'elle annule par des hausses de prix. L'incapacité à imposer une politique de blocage des salaires comme en Allemagne et donc à limiter l'inflation, explique

VERS UN «CONSENSUS» GISCARD-MITERRAND ?

Barre et Giscard se sont donnés une semaine pour peaufiner les premières mesures du gouvernement. On se doute de ce qui se trame, les discours depuis une semaine ont été assez explicites : salaires bloqués malgré l'inflation, hausse du chômage, répression accrue... Les mauvais coups de la rentrée, qu'il va falloir combattre sont déjà en place. Mais ce remaniement signifie aussi autre chose qu'une politique anti-populaire renouvelée, avec des armes renforcées. Au-delà de la simple crise gouvernementale, Giscard laisse transparaître une difficulté bien plus profonde à restaurer la stabilité du pouvoir bourgeois : chantage à la crise, menaces, appels répétés à la solidarité nationale autant de tentatives multiples pour mettre sur pied ce que la bourgeoisie appelle le «consensus national» ; visiblement en vain !

A «droite» comme à gauche, la préoccupation qui domine, c'est la conquête d'une base électorale élargie qui permette non seulement de gagner les élections de 78, mais d'instaurer ce fameux «consensus national». Cette entreprise réactionnaire des uns et des autres, s'enrichit avec le remaniement de nouveaux épisodes et de nouvelles tractations.

Du côté gouvernemental, les choses sont assez claires. La décision d'élargir la coalition gouvernementale au «centre-gauche», comme disait Giscard mercredi, n'est que la reprise d'un projet ancien, maintes fois dessiné : l'adjonction à la coalition actuelle d'une partie de la «gauche» non P.C.F. Les appels répétés aux socialistes, lancés par les centristes et les giscardiens ont certes, diminué, à six mois des municipales, et 18 mois des

législatives, mais Giscard n'a pas d'autre projet de rechange pour élargir sa base électorale et en même temps limiter le poids de l'UDR. C'est pourquoi la récompense donnée aux transfuges des «radicaux de gauche», qui héritent d'un maroquin ministériel alors qu'ils ne sont qu'une poignée, vise à débaucher plus largement dans les rangs de la «gauche», en attendant d'autres circonstances qui rendent possible la collaboration plus large avec le PS.

Jusqu'à présent, le PS qui a, les dernières élections cantonales l'ont confirmé, une position dominante dans l'union de la «gauche», a refusé toutes ces offres de collaboration. Les listes de «gauche» qui se mettent sur pied pour les élections municipales de mars, comportant avec de nombreuses situations antérieures, n'inclue-

ront pas à de rares exceptions des représentants officiels de partis gouvernementaux. Mitterrand a simplement affirmé que si la «gauche» l'emportait en 78, il accepterait de diriger le gouvernement, avec Giscard à l'Élysée, chacun devant alors suivre sa propre expression «faire preuve du maximum de sagesse». Jusqu'à présent, les choses en sont restées là. Cependant, «Le Nouvel Observateur» dont on connaît les liens avec le PS s'interrogeait dans son dernier numéro, «Y a-t-il un bon usage du giscardisme ?» sous-entendant qu'il s'agirait pour la gauche de négocier avec Giscard un programme s'inspirant du «libéralisme» et du programme commun, qui serait nouvelle tentative pour mettre sur pied ce fameux «consensus social». Ballon d'essai ?

Mais dans tous les cas, c'est bien sous estime aujourd'hui l'ampleur du mécontentement, et actions menées par les ouvriers et les paysans, et les aspirations qu'elles manifestent, que de croire que de telles tractations pourraient stabiliser le pouvoir de la bourgeoisie. Le prolongement des luttes contre le chômage cet été, les manifestations paysannes contre l'aggravation pour la bourgeoisie des conséquences de la sécheresse, les discussions auxquelles ont donné lieu ces actions, en témoignent !

en bref...

UN HOMMAGE SIGNIFICATIF POUR CHIRAC

«Le Figaro» ne cesse de s'apitoyer sur Chirac, le grand disparu du gouvernement. Il a fait une enquête en Corrèze. Et il a trouvé bon d'aller interroger Charles Spinasse, maire d'Egletons, qui va sur ses 83 ans. Ce vieux politicien, après avoir été à la SFIO, ministre de Blum, a collaboré avec Pétain, au point qu'il fut exclu de la SFIO à la Libération. Ce qu'il pense de Chirac ? : «C'est un Corrèzien utile. Je regrette que la France se passe de ses services. Notre pays a besoin d'hommes de sa qualité».

On voit de qui Chirac est regretté !

• POTS DE VINS : CEYRAC PASSE AUX AVEUX

Interrogé sur les pots de vins reçus par le prince Bernhard des Pays-Bas, Ceyrac a indiqué que les moyens employés par les exportateurs français n'étaient guère différents de ceux employés par Lockheed : «Dans certaines parties du monde, certaines pratiques

s'imposent à qui veut vendre des produits... Les exportateurs français doivent s'y soumettre ou renoncer. L'intérêt de notre pays est d'être présent sur le marché». Autrement dit, les entreprises françaises corrompent autant qu'elles peuvent avec l'encouragement du CNPF et, officieusement, du gouvernement.

JJ - SS à la recherche du «consensus social»

Dans son éditorial de cette semaine de l'«Express», celui qui fut, pendant quelques jours, en 74, «ministre des réformes», en propose à Giscard toute une palette, destinées à instaurer en France un «consensus social». Ce réformateur osé, va jusqu'à proposer la publicité des déclarations de revenus, la modification des impôts sur les successions, et un impôt «modéré» sur le capital. Il demande d'autre part, que les entreprises paient des experts comptables pour les comités d'entreprise. Enfin, enfourchant une nouvelle fois son dada, il demande à l'Etat de se décentraliser dans une vraie régionalisation capitaliste.

PAYSANS EN LUTTE

1 500 paysans manifestent à Champagnac de Belair en Dordogne

«SI LA DORDOGNE NE DEVIENT PAS ZONE 1, ON EN FERA UNE ZONE D'INSÉCURITÉ»

Hier, à Champagnac-de-Belair, un petit canton situé à vingt kilomètres au nord de Périgueux, les paysans de la Dordogne ont réservé un accueil particulier au sous-préfet et autres notabilités locales qui venaient présider la foire. A l'appel des organisations syndicales agricoles, 1 500 agriculteurs se sont regroupés dans l'enceinte de la foire et ont empêché le représentant du pouvoir de prendre la parole et l'ont fait fuir !

Pourquoi cette colère des paysans, quelques jours après l'annonce par Bonnet des acomptes à valoir sur les indemnités pour les pertes dues à la sécheresse ? Dans le plan de répartition des «aides» aux agriculteurs, la Dordogne a été classée en zone 3 : ce qui veut dire que les paysans percevront l'«aide» minimum de 50 F par UGB (Unité de Gros Bétail) et que les jeunes paysans devront compter sur eux-mêmes pour le remboursement des annuités d'emprunts, puisque ces remboursements ne sont pas pris en compte dans le plan d'indemnisation.

Comparé aux départements limitrophes comme la Haute-Vienne ou la Corrèze, le département de la Dordogne présente encore un aspect verdoyant avec ses prairies et ses haies. Là est bien la seule différence. Car tout

autant que leurs voisins du Limousin, les paysans de la Dordogne ont durement pâti de la sécheresse. Une sécheresse qui est d'autant plus durement ressentie qu'elle fait suite à d'autres récentes calamités : l'année dernière déjà, les terres de Dordogne n'avaient pas eu leur compte de pluies et l'hiver dernier a été particulièrement rigoureux. Le lourd déficit de production pour les éleveurs se trouve encore aggravé, les prairies étant de mauvaise qualité. «Nous sommes un département honni», disent certains responsables agricoles, citant le fait que par manque de crédits, certains travaux d'adduction d'eau n'ont jamais été entrepris.

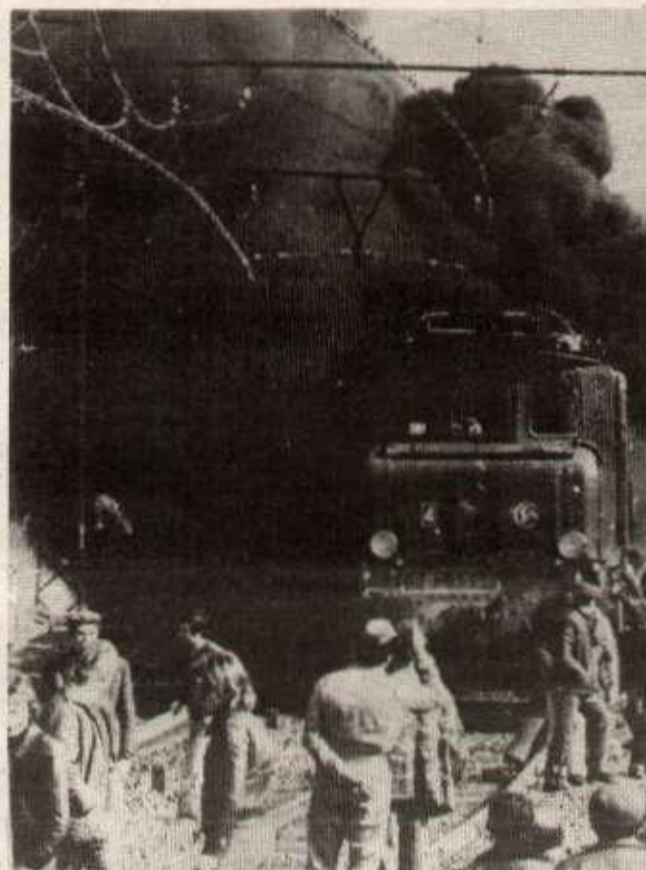
Ce qui renforce encore la révolte des paysans de la Dordogne, c'est qu'ils n'ont même pas l'espérance de paquages d'hiver.

Dès novembre en effet, les gelées compromettent les pousses d'herbe d'hiver. Alors, quand on sait que les bovins s'alimentent dès aujourd'hui avec les réserves de fourrage prévues pour novembre, qu'advient-il des cheptels dans trois mois ?

Dans une situation aussi catastrophique, on s'interroge sur les raisons qui ont pu pousser le gouvernement à classer ce département en zone 3. Bonnet

des luttes menées en commun par les départements du Centre réunis au sein du Comité de Guéret.

Les paysans de la Dordogne ne l'entendent pas de cette oreille : dans l'immédiat, ils réclament le classement du département en zone 1. «Il n'y aura pas de semaine sans manifestation et sans action spectaculaire», ont-ils prévenu hier à Champagnac-de-Belair qui inaugure ainsi toute une série



entend peut-être, par cette mesure discriminatoire, mettre à l'écart un département qui depuis longtemps est partie prenante

d'actions qui vont être organisées dès maintenant par chacun des quarante-cinq cantons de la Dordogne.

Pour une véritable indemnisation des pertes dues à la sécheresse

COMMUNIQUÉ DE LA CFDT

La sécheresse persistante soulève des problèmes économiques et sociaux graves et importants qui doivent être examinés et résolus au plus vite.

La CFDT a déjà exprimé sa solidarité avec toutes les victimes de cette calamité naturelle aggravée par l'imprévoyance du pouvoir et les tares du système économique actuel.

Le 6 juillet dernier, lançant un cri d'alarme, la CFDT a annoncé l'aggravation de la situation et dénoncé ses conséquences prévisibles sur l'emploi, le revenu des travailleurs, les problèmes de pollution et du cadre de vie.

Elle a fait des propositions et notamment celle de placer sous responsabilité publique les ressources et la distribution de l'eau.

Ces propositions gardent toute leur actualité.

Le problème d'aujourd'hui est celui de l'indemnisation.

La CFDT estime que celle-ci, pour être équitable, doit répondre aux principes suivants :

1 - il faut indemniser tous les travailleurs, salariés ou non qui du fait de la sécheresse ont leur emploi menacé ou leur revenu amputé :

• les salariés de l'agricul-

ture (de la production et des services)

• les exploitants agricoles et les aides familiaux

• les salariés des industries agricoles et alimentaires et ultérieurement ceux des autres activités touchées

2 - Afin d'éviter toute dramatisation abusive et éviter qu'une fois encore des «calculs nationaux» profitent d'abord de l'agriculture capitaliste, il faut se placer le plus près possible des intéressés. L'évaluation des pertes réelles de production doit être faite par des commissions tripartites cantonales où seront représentés les agriculteurs, les salariés et les pouvoirs publics.

3 - L'aide directe pour chaque travailleur concerné doit passer avant le remboursement des pertes d'exploitation.

En ce sens, un acompte immédiat devrait être versé aux exploitations et entreprises sinistrées des secteurs de l'élevage et des légumes en fonction du nombre de personnes qu'elles occupent et de la nécessité de leur assurer une rémunération correcte.

Le règlement définitif de l'indemnisation devrait intervenir ensuite sur la base des évaluations cantonales.

4 - Si la gravité du phénomène justifie un appel à la solidarité, il importe :

- que celle-ci s'exerce aussi à l'intérieur même de l'agriculture par le maintien du paiement des taxes et cotisations sociales et que les employeurs agricoles admettent toutes les contraintes de la solidarité interprofessionnelle.

- que l'ampleur et les formes des financements soient décidés par le parlement.

Pour la CFDT, le financement exceptionnel de l'indemnisation devrait être assuré au principal :

- sans transfert de charges au détriment du régime général de Sécurité Sociale.

- par une imposition du capital.

- par un prélèvement exceptionnel sur les bénéfices réalisés par les activités économiques qui ont profité de la sécheresse et de la chaleur.

- par une contribution exceptionnelle sur les revenus annuels supérieurs à 240 000 F bruts.

Pour eux, la lutte pour l'emploi, c'est une question immédiate.

Paris le 23 août 1976.

● TROIS JOURS DE PLUIE DANS LE GARD : LE RAISIN POURRIT. Il pleut depuis trois jours sans discontinuer dans l'ensemble du département du Gard. Le raisin étant presque mûr au point qu'il sera vendangé dès le 6 septembre commence à pourrir à cause de cette persistance des pluies. D'autre part, en raison de la sécheresse qui avait sévi jusque là, les viticulteurs estiment que leur récolte sera inférieure de près d'un tiers à ce qu'elle est habituellement.

CONTRE «L'AIDE DÉRISOIRE, ARBITRAIRE ET INSULTANTE», UNE CENTAINE DE PAYSANS BLOQUENT L'AUTOROUTE A 7

Les paysans de la région Rhône-Alpes, dont les départements viennent également d'être classés en zone 3, ont décidé sans tarder de manifester leur colère contre cette aide dérisoire, arbitraire et insultante de 50 F par tête de gros bovins. Hier, à Chasse, à quelques kilomètres de Vienne, une centaine d'entre eux ont bloqué l'autoroute A7 pendant plusieurs heures.

SNCF (Marseille) : grève de 48 H des agents de service

A l'initiative des syndicats CGT et CFDT, un mouvement de grève de 48 H a été déclenché chez les agents de service de la région de Marseille. La grève commencée hier se terminera aujourd'hui comme on le voit à Marseille, les travailleurs n'ont pas attendu la semaine d'action du 1^{er} et 6 septembre estimant, les journées du 29 et 30 août, mieux choisies pour mener la bataille, pressés d'engager l'action.

Le fait que l'ensemble des agents de service (exploitation, bureaux) se mette en lutte, est très positif et bat en brèche la politique de division recherchée par la direction SNCF. Grève offensive aussi : contre l'augmentation des charges de travail, la détérioration des conditions de travail, les agents de service réclament l'augmentation des effectifs ainsi qu'une revalorisation des coefficients en vigueur.

Quatre travailleurs du Livre viennent de comparaître devant la dixième chambre correctionnelle de Paris pour un «rodéo» datant du 10 juin. La justice, toujours prête à soutenir Amaury, a frappé lourdement : trois mois de prison avec sursis, 1 000 F d'amende et 500 F de dommages et intérêts pour chacun.

Dans la nuit de vendredi à samedi dernier, une forte escorte policière accompagnait les camionnettes de livraison du torchon nommé «Parisien Libéré», depuis l'imprimerie de St Ouen où le fabriquent des jaunes de FO sous la protection des CRS et des chiens policiers, jusqu'aux différents dépôts et centres de tri.

Après avoir été réduits au chômage (ou menacés de l'être), les travailleurs de «Parisien» et du Livre en général sont maintenant condamnés pour vol ! Amaury le fasciste, avec le plein appui du pouvoir giscardien, veut faire plier les travailleurs. Il ne suffit pas de jeter les ouvriers sur le pavé pour accroître ses profits, voilà maintenant qu'il les fait poursuivre comme de vulgaires bandits et qu'il fait protéger sa camelote par la police de Poniatowski. C'est dans la logique de la société giscardienne avancée !

Ce qui semble par contre moins logique (du moins à première vue), c'est la grande discrétion qui régnait depuis quelques temps dans les

LUTTES OUVRIÈRES

4 travailleurs du Livre condamnés à 3 mois de prison avec sursis

colonnes de «l'Humanité» à propos du «Parisien». Déjà, au moment du «rodéo» de Melun, quand les flics avaient blessé un travailleur, c'est un communiqué crapuleux de «mise en garde» (qui en fait était une condamnation à peine voilée), qu'avait publié «l'Humanité».

L'accord-cadre de capitulation, signé par la direction de la FFTL n'a semble-t-il pas convaincu l'ensemble des travailleurs du Livre. Ceux du «Parisien» en tout cas poursuivent courageusement leur lutte. La lointaine perspective de 78 ne peut les satisfaire.

LUTTES OUVRIÈRES

APRÈS L'INTERVENTION POLICIÈRE CONTRE DELTA-GRAPHIQUE COMMENT FAIRE FACE A LA REPRESSION?

Mercredi 25 août, à 6 H du matin, un groupe de gendarmes a fait évacuer l'imprimerie Delta Graphique à Biot, dans les Alpes Maritimes.

C'est pour défendre leur emploi que les ouvriers occupaient leur usine depuis sept mois. Après le plan Lecat, de nombreuses imprimeries jugées non rentables par la bourgeoisie sont abandonnées. Celle-ci avait quarante-sept employés dont trente-huit ouvriers et utilisait une technique moderne d'offset quadrichromie, et imprimait des revues comme «Sciences et Avenir», loin d'être menacées de disparition.

Le PDG Maurice André, maire de St Galmié, a jugé intéressant de se débarrasser de Delta Graphique, ainsi que d'Imprima à Givors (toujours occupée) pour ne conserver que IMA près de St-Etienne. C'est une petite usine isolée en pleine campagne et dans une région presque uniquement touristique. Malgré ces conditions qui semblaient défavorables, les ouvriers ont répondu par la lutte en négligeant les arguments de la bourgeoisie comme quoi l'imprimerie n'était pas rentable.

Aujourd'hui, pour vaincre, l'unification des luttes est posée dans la classe ouvrière. A Delta Graphique, c'était encore plus une condition nécessaire. Au rallye des «bradés», les travailleurs de Delta Graphique et d'Imprima se sont rencontrés. Si cette rencontre a eu des résultats limités, aujourd'hui à Delta Graphique, on parle de recontacter Imprima «pour faire profiter Imprima de notre expérience, pour qu'une unité de lutte se fasse entre les ouvriers des trois usines».

DE MULTIPLES CONTACTS AVEC LES USINES DE LA RÉGION

Avec Arpal, usine de confection de la région, les rapports ont été bien meilleurs, des manifestations communes ont été organisées, des rencontres fréquentes entre ouvriers et ouvrières ont eu lieu. Des contacts ont été pris avec une autre boîte en lutte, REMCO. Mais tout ceci n'a pas permis aux ouvriers de construire de claires perspectives de lutte.

UNE DÉLÉGUÉE D'ARPAL «POURQUOI NE NOUS AVEZ-VOUS PAS PRÉVENUS?»

Par exemple, l'éventualité de l'intervention policière n'a pas été débattue ni même envisagée. Pourtant, la lutte était possible : la première réaction d'une déléguée d'Arpal a été de dire : «Pourquoi ne nous avez-vous pas prévenus?» Pourtant, l'évacuation de Caron-Ozanne, d'IMRO, de la SNIAS effectuée récemment par les flics, posent à la classe ouvrière la question de comment construire la victoire malgré les interventions policières. Aider les ouvriers à poser et à résoudre cette question, c'était une des meilleures manières de les soutenir.

LA JOURNÉE NATIONALE D'ACTION

Hier, la FFTL appelait les ouvriers du Livre à une journée nationale d'action dans le Livre. Pour les ouvriers : «C'est toujours ça», car lorsque Caron Ozanne a été évacué, il n'y a pas eu une heure de grève dans les Alpes-Maritimes. La Fédération CGT des Alpes Maritimes appelle les ouvriers du Livre à arrêter le travail à partir de 17 H... Cela est-il suffisant ? Le jour de l'intervention policière, les ouvriers de quelques imprimeries se sont mis spontanément en grève pour une journée... La journée d'action ne concerne que les ouvriers du Livre et les boîtes en lutte : pourtant l'intransigeance de la bourgeoisie et les licenciements, les interventions des flics et la répression contre les syndicalistes sont des problèmes auxquels se heurtent les travailleurs dans leurs luttes. Delta Graphique avec toutes les imprimeries et usines évacuées n'est-il pas le moyen de poser le problème aux yeux de tous, afin que la classe ouvrière soit mieux armée pour y

répondre ? Cette journée d'action telle qu'elle a été conçue ne rejoint-elle pas le soutien développé dans la lutte de Delta Graphique qui a conduit les travailleurs à ne pas prévoir la riposte en cas de répression et ne leur fournit comme perspective que celle d'un reclassement.

Celui-ci est très aléatoire, les licenciements dans l'imprimerie sont nombreux et cette perspective ne détruira-t-elle pas l'unité qui s'est constituée dans la lutte ?

A la manifestation appelée par la CGT pour la journée d'action, après l'historique de la lutte fait par un ouvrier de Delta Graphique, on vient d'assister à une manœuvre pour transformer ce rassemblement en une «conférence de presse» du PCF où ce dernier a surtout fait valoir son «soutien» à la lutte (conférence de presse avec Virgil Barrel, manifestation appelée par le PCF, liste des sections CGT qui ont soutenu la lutte...) Notons qu'une soixantaine de personnes seulement étaient présentes et que, contrairement à ce qui a été dit, aucune diffusion de tracts n'a été faite pour appeler à cette manifestation, en particulier aucun tract n'a été diffusé à Penat Senet, la plus grosse imprimerie du coin, où les travailleurs revenus à peine de vacances n'étaient pas au courant.

Corr. Nice

RHÔNE-POULENC (Bezons)

258 MENACES DE LICENCIEMENTS

La direction de l'usine Rhône Poulenc à Bezons (Val d'Oise) vient d'annoncer son intention de supprimer le secteur fibranne de l'usine. Résultat : le licenciement de 258 travailleurs. Mais ce n'est pas tout : l'entreprise «la cellophane» appartenant aussi au trust, envisage très bientôt de mettre à la rue 53 travailleurs !

Ainsi, Renaud-Gillet continue ses mauvais coups contre les travailleurs, tentant de faire accepter ses projets de restructurations. C'est il y a un an que Gillet annonçait la restructuration du trust. 4000 licenciements étaient annoncés pour les deux années à venir. Avec 510 licenciements à Péage de Roussillon, les emplois menacés aux tissages Roannais (600 ouvriers) et à Chaulieu, la menace de fermeture de Gillet Thaon qui emploie 3000 travailleurs, la suppression de l'atelier cellulosique à l'usine de Vaulx en Velin, dans la région lyonnaise, etc. Le but de Gillet ? On le sait : il parlera à l'époque de la nécessité «de réduire les coûts de production». Il s'agit aussi de liquider le secteur textile jugé non rentable et de passer progressivement au secteur pétrochimique, comme à Rhodia-Belle Etoile, à Lyon. Pour cela, il recevra, en 1975, 15 millions de la part de l'Etat !

Pour faire accepter ses mauvais coups, Gillet n'a pas hésité, jusqu'à aujourd'hui, à employer tous les moyens : mutations obligatoires, sous peine de licenciement, travail à mi-temps pour les femmes, organisations de départs dits «volontaires» avec primes à l'appui comme à Vaulx en Velin, où aujourd'hui les travailleurs licenciés disent «nous n'avons toujours pas retrouvé de travail et la prime est mangée».

Les travailleurs de Bezons devront être d'autant plus vigilants ! Ils ne sauraient accepter cette nouvelle attaque.

APRÈS LES LUTTES DE CETTE ANNÉE

Tout au long de l'année, déjà, différentes actions ont eu lieu. Non seulement contre les licenciements, mais aussi pour les salaires, les classifications. Ainsi, les travailleurs du service traction Rhône Poulenc Belle Etoile (à St Fons), du 29 mars au 14 avril, engageaient la lutte et imposaient certains reculs sur les revendications

Le 16/12/75, un Comité Central d'entreprise annonçait les «mesures» de la direction Rhône Poulenc.

- Vaise : suppression de l'atelier récupération et gare.
- Besançon : arrêt de l'atelier moulage.
- Bezons : arrêt de l'atelier fibranne.
- La Voulte : arrêt de l'atelier des transformés.
- Vaulx en Velin : fermeture de l'usine.

Un comité central d'entreprise ordinaire annonçait d'autre part :

- Colmar : arrêt atelier fibres thermostables.
- Gauchis : arrêt fibres polyinosiques.
- Roanne : arrêt fabrication non-tissés.
- Valence : arrêt fibre nylon.
- La Voulte : arrêt de la fabrication des sinicônes.

- La Voulte : arrêt de la fabrication des silicones.
- Vaise : transfert de certaines activités à Vénissieux.
- Le Péage : arrêt activité textile.

BEZONS : LICENCIEMENTS DANS 4 USINES !

A Bezons, dans le département du Val d'Oise, ce n'est pas moins de quatre entreprises qui ferment ou envisagent des licenciements, et ceci en quelques jours seulement !

En plus de la décision de l'entreprise Rhône-Poulenc de supprimer 258 emplois, en plus des 53 licenciements à la Cellophane, la société d'import-export Borsumij Wehri a décidé de ramener ses effectifs de 160 à 75. Enfin, la direction de Eipros, (spécialisée dans l'électronique) parle de déposer son bilan sous peu.

(classifications). Ainsi, les travailleurs de Norsyntex à Arras qui, le 24 février, engageaient la lutte en occupant les locaux à 600 pour une augmentation de salaire. Ainsi, les différentes manifestations (comme en octobre 75) avec les travailleurs de Lyon, de Mulhouse, de Montluçon. Mais si quelques reculs ont pu être imposés, il reste pour l'essentiel que ces actions n'ont pu faire reculer la direction du trust Rhône Poulenc. Les travailleurs de Bezons le savent. A chaque action cette année, Rhône Poulenc répondra par la répression. Que ce soit la lutte des travailleurs du secteur traction à St Fons, qu'elle brisera par la location de matériel fort cher, que ce soit les

délégués syndicaux envoyés devant les tribunaux, suite aux journées d'action des 27 et 28 mai, que ce soit les travailleurs d'Arras dont trois ont été traduits eux aussi devant les tribunaux. Les travailleurs du secteur traction déclaraient, en tirant le bilan de leur grève : «Notre grève nous a appris que dans la période, Rhône Poulenc ne cédera pas à une grève même dure et très «efficace»; si elle ne s'étend pas à plusieurs ateliers, voire à plusieurs usines».

Ajoutant aussi : «L'élargissement ne peut pas se faire avec ceux qui parlent d'action d'ensemble tout en freinant et sabotant la lutte, et qui ne cherchent qu'un marche-pied pour les prochaines élections» parlant du rôle des révisionnistes tout au long de cette année.

Les travailleurs de Bezons, en cette rentrée, doivent, comme leurs camarades du trust Rhône Poulenc, en tirer toutes les conséquences.

LUTTE 6f. SANTÉ SECURITE



COMITE DE LIAISON ET D'INFORMATION SUR LA SANTE ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL

C.L.I.S.A.C.T. - 56 rue des Guipons - VILLEJUIF 94800

**Faites
connaître
le Quotidien
du Peuple
Abonnez
vos amis**

INFORMATIONS GÉNÉRALES

28 BLESSÉS DANS L'ACCIDENT DE L'EXPRESS PARIS-BRUXELLES

C'est vers huit heures du matin hier que s'est produit un très grave accident de chemin de fer à 5 KM au Nord de Compiègne, entre Compiègne et Noyon, à hauteur de Longyanelles, l'express Paris-Bruxelles a heurté de plein fouet un poids lourd qui s'était écrasé sur la voie ferrée. Le camion roulait sur la nationale 32, à allure réduite, (environ quarante KM/heures) sur cette route à très forte densité de circulation.

A cet endroit, le revêtement de la nationale est glissant particulièrement par temps de pluie, et il avait beaucoup plu. Le camion a dérapé dans un virage et s'est écrasé en contre-bas sur la voie ferrée. Quelques minutes après l'express Paris-Bruxelles arrivait et ne pouvait

éviter le choc. La locomotive et les trois premiers wagons se sont couchés sur le ballast, après avoir trainé le camion sur plus de 200 m. Des tôles tordues, les pompiers ont retiré 28 blessés dont un grave, le chauffeur de la locomotive. L'accident aurait pu être plus grave encore si la locomotive était montée sur le talus. Le chauffeur du poids lourd et son passager ont été éjectés de la cabine, ils n'ont que des blessures superficielles. Cet accident rappelle une fois de plus à notre attention les dangers d'un réseau routier mal entretenu, surtout par temps de pluie, particulièrement pour des véhicules lourds ou peu maniables.

Une enquête doit être ouverte pour déterminer les causes exactes de l'accident.

Le geste d'un déséquilibré et le «Parisien Libéré»

Dans la nuit de samedi à dimanche, un bloc de béton a été lancé contre une voiture sur l'autoroute de Normandie, depuis un pont. Ce geste dément a provoqué la mort d'une passagère de la voiture. Fait divers dramatique. Voici ce qu'en fait le «Parisien Libéré», sous une photo truquée, représentant trois jeunes en blouson noir, s'attaquant à une voiture, en plein jour... «Crime mystérieux, œuvre d'un fou, ou d'un commando ? A l'heure où certains créent l'insécurité dans le métro, dans la rue, dans les trains, pourquoi n'hésiteraient-ils pas à la répandre aussi sur les routes ?», etc... Sans commentaires.

● Une petite fille de douze ans a été retrouvée étranglée hier, près de Beauvais... Elle était partie faire des courses en vélo. Ne la voyant pas revenir, ses parents ont prévenu la police. C'est un automobiliste qui a découvert le corps de la fillette sur le bord de la chaussée.

● La voiture du frère du préfet de Corse, Riolacci a été la cible d'un attentat à 40 KM au sud de Bastia. Elle a été détruite par une explosion. Cette action n'a pas été revendiquée.

LES PÉRIPIÉTIES DE L'AÉRONAUTIQUE FRANÇAISE :

DES DC9 POUR AIR FRANCE ?

Dans une question écrite au parlement, Marchais vient de demander au gouvernement si l'accord, conclu au début du mois, entre Dassault et la firme US Mac Donnell Douglas, pour la fabrication d'un avion «Mercur 200», ne comportait pas une clause secrète, en faveur du constructeur américain : il s'agirait, selon le secrétaire du PCF, de l'achat, en 1977, par Air-France, d'une trentaine d'avions DC 9 de Douglas pour remplacer les Caravelle de la compagnie qui seront en fin de carrière dès l'an prochain.

La direction d'Air France, de son côté, a démenti que cette clause secrète ait été accordée au constructeur américain. D'autre part, Air France, en 1973, a déjà loué deux Boeing 737 en remplacement de ses Caravelle.

A vrai dire, en l'absence d'autre avion concurrent, le choix qui se pose à Air France pour le remplacement des Caravelle paraît très limité : le DC9 de Douglas ou le Boeing 737 de la plus grosse firme aéronautique mondiale, Boeing. Le choix, de toutes façons, se portera sur un avion américain, le

ce d'un nouveau programme. Il dressait un sombre tableau des résultats de la société nationalisée : échec de Concorde, échec de l'avion d'affaires Corvette (qui n'a rapporté que 200 millions pour 1100 millions de dépenses), avenir non assuré de l'avion Airbus franco-alle-

assurait l'essentiel du montage et la direction de la production. Douglas, pour sa part, assurerait la commercialisation et la vente aux USA, n'étant engagé dans ce programme que pour 15%.

Le constructeur américain, en réalité, voit en l'affaire une manière peu coûteuse de relayer sa production vieillie sans grandes dépenses, l'essentiel du financement revenant en dernière analyse à la France, à travers les subventions. Il garde les mains libres pour des accords avec d'autres firmes européennes. Ce projet, qui doit théoriquement donner du travail aux usines de Toulouse, se place dans l'ensemble de restructuration de la SNIAS (fermeture et licenciements à Chateauroux) et ne donne

dans le cadre du capitalisme français, de la faiblesse de son industrie aéronautique dans la concurrence avec les monopoles américains, à la suite de plusieurs échecs commerciaux. Nationaliser Dassault ne changerait rien aux emplois ou même à l'intérêt des travailleurs, à partir du moment où la production aéronautique reste capitaliste.

Par ailleurs, il est évident que la clé de voûte de cette industrie, ses moyens de survie, sont uniquement les productions militaires : les divisions engins et hélicoptères (surtout militaires) de la SNIAS sont bénéficiaires, alors que les avions civils sont, eux, largement en perte. C'est la même chose chez Dassault, puisque c'est la vente militaire (les Mirage)



Le projet de Mercur 200

DC9 semblant le plus désuet.

Mais cette affaire doit être replacée dans la situation d'ensemble de l'aéronautique en France. Peu avant que le gouvernement n'annonce l'accord Douglas-Dassault, le directeur général adjoint de la SNIAS déclarait que sa firme allait devoir réduire de 40 % ses activités, en l'absence

L'accord, signé entre Dassault et Douglas, prévoit la construction d'un avion Mercur 200, en collaboration avec la SNIAS. Le groupe Dassault, si l'accord est définitivement signé dans les mois qui viennent, assurera la conception de ce nouvel avion dérivé du Mercur actuel. La SNIAS, dans son usine de Toulouse,

pas de travail à ses bureaux d'études, puisque la direction technique sera assurée par Dassault.

Contrairement à ce que le PCF avance en l'affaire, demandant la nationalisation de Bréguet-Dassault, la question principale n'est pas le caractère privé de Dassault contre le caractère public de la SNIAS. Il s'agit, en fait,

qui assure l'essentiel de ses profits.

L'avenir de l'industrie aéronautique française, du point de vue des travailleurs, passe donc par une rupture complète avec sa conception, ses produits, ses structures capitalistes. Nationaliser Dassault, acheter des DC9 plutôt que des Boeing 737 n'y change rien.

PONIATOWSKI INTERDIT 93 REVUES UN PRÉCÉDENT DANGEREUX

Par arrêté du Journal Officiel du 27 août, 14 nouvelles revues viennent d'être interdites aux mineurs. Deux autres revues britanniques sont interdites de circulation, de distribution et de mise en vente dans tout le pays. Entre le 30 juillet et le 11 août, 77 revues avaient déjà été interdites aux mineurs.

Une telle mesure qui a pour effet d'interdire ces revues à l'affichage, équivaut pour la plupart à une interdiction totale. Pour réaliser cette interdiction, Poniatowski s'appuie sur une législation héritée du régime de Vichy. Le prétexte invoqué est la lutte contre la pornographie, le même que lors des mesures prises contre certains films. C'est d'une

hypocrisie parfaite. La pornographie est un sous-produit de cette société qui cherche à tirer profit de tout, du sexe comme du reste. Le développement de la pornographie dans les films comme dans les revues après avoir rapporté beaucoup d'argent à quelques magnats commence à lasser, et les affaires risquent d'être moins florissantes. Le coup d'arrêt de Poniatowski est un moyen de réorganiser le marché et de faire la part belle aux plus gros éditeurs tels Filipacchi qui pourra continuer de vendre ses revues archi-pourries avec moins de concurrence.

Ces mesures constituent en même temps un précédent dangereux en matière de répression de la presse.

Les mêmes lois utilisées par Poniatowski pourront resservir contre la presse révolutionnaire. Elles s'inscrivent donc dans le cadre de l'offensive contre les libertés démocratiques.

o LA DST A LA BARRE ?

C'est un nommé **Doustin, ancien administrateur colonial, qui vient d'être nommé directeur du cabinet du nouveau premier ministre Barre. Récemment, il était préfet d'Aquitaine. Mais, de 1961 à 1964, il a été nommé directeur de la DST par le ministre de l'intérieur d'alors, Roger Frey.**

LES SUITES MÉDICALES DE SEVESO

A Maggiore, six enfants de Meda sont encore hospitalisés pour observation. L'enfant William Trois, âgé de six mois, de Paderno Dugano a été transféré à l'hôpital «Al Mare» de Venise pour des examens approfondis. D'autre part, Severino Rizzardi, 38 ans est toujours hospitalisé. Les médecins ont établi le diagnostic d'«atteinte hépatique grave». A la clinique dermatologique de l'Université, six enfants sont encore hospitalisés. A l'hôpital de Desio, Giuseppe Ghiotto est toujours en observation. A la clinique d'accouchement Mangiagalli, 44 femmes sont suivies en consultation ; 15 d'entre elles, enceintes de trois mois, pour

une éventuelle interruption de grossesse. Sept femmes sont suivies en neuro-psychiatrie. A ce jour, douze femmes seulement (à cause en particulier des pressions de l'Église et de la démocratie chrétienne) ont pu avorter.

Une femme de Seveso vient de mettre au monde, à la clinique Mangiagalli de Milan, un enfant «anencéphale» (c'est-à-dire sans cerveau). Le médecin de garde de la clinique, le Dr Torquato Nencioni a déclaré que la dioxine n'entraîne pas dans les causes d'anencéphalie, l'accident de l'ICMESA étant intervenu bien après l'âge de formation de l'encéphale. Le bébé est mort né.

● 5 000 kg de poissons morts ont été retirés de l'Evre, une rivière du Maine et Loire. 3 000 kg de poissons sont morts dans un affluent de l'Aude entre Alzonne et Carcassonne. La pollution a eu lieu en aval d'une coopérative de distillerie.

● Le conseil National des Prix qui devait se réunir aujourd'hui pour décider de la hausse des prix de l'essence et des produits pétroliers a ajourné sa réunion de quelques jours. La hausse n'interviendra donc pas dès le 1^{er} septembre mais elle n'en est pas moins inéluctable. Le super passera à 2 F et l'ordinaire à 1, 76 F.

UNE BOMBE ATOMIQUE POUR TAIWAN ?

Des officiels américains ont reconnu que le gouvernement fantoche de Taïwan (Formose) disposerait d'une usine de retraitement d'uranium. Une telle usine, traitant du combustible venant de pays qui disposent d'un réacteur nucléaire permet d'obtenir du plutonium nécessaire à la fabrication d'une bombe atomique. En 1969, Nixon avait refusé au gouvernement Taïwan la fourniture de cette usine. Néanmoins, les fantoches de Taïwan ont pu importer séparément un très grand nombre d'éléments de cette usine parce que séparément, ils n'étaient pas soumis à l'embargo.

De plus ils ont envoyé plusieurs centaines de leurs techniciens, étudier la technologie nucléaire aux USA, dans le cadre d'un programme d'utilisation pacifique de l'atome. Le gouvernement américain feint de s'étonner de ce résultat, comme si sa bonne foi avait été surprise : sa main gauche voudrait ignorer ce que fait sa main droite. Alors que le régime de Taïwan n'est plus reconnu par la très grande majorité des pays du monde, qu'il est considérablement isolé grâce aux victoires diplomatiques de la République populaire de Chine, la possession d'une bombe atomique lui donnerait une possibilité de survie. Il s'agit d'un acte très grave contre la République populaire de Chine, et on comprend dans ces conditions que l'impérialisme américain tente de cacher ses responsabilités.

Cette nouvelle, de même que la possibilité donnée à Israël et à l'Afrique du Sud de disposer de l'arme atomique, montre bien l'hypocrisie de la «non prolifération» prêchée par les USA et l'URSS depuis le traité de Moscou de 1963. Mettant en avant les risques de font courir à l'humanité, les expériences atomiques et la dissémination de ces armes, les superpuissances ont prétendu les limiter et les contrôler, pour empêcher d'autres pays, en particulier la Chine et les pays du Tiers Monde d'en disposer et les soumettre au chantage nucléaire.

Aujourd'hui, après avoir utilisé ce monopole pendant des années pour menacer le peuple, ils ne se gênent pas pour violer eux-mêmes les engagements d'embargo qu'ils ont pris, pourvu que la dissémination corresponde à leurs intérêts militaires ou économiques. Kissinger pré-

tend interdire au Pakistan d'acheter une usine de retraitement à la France, mais l'impérialisme américain trouvera toujours un moyen de contourner sa propre législation pour fournir l'arme atomique aux sionistes et aux racistes d'Afrique du Sud.

En ce qui concerne Taïwan, il s'agit peut-être, pour l'impérialisme US, de préparer son désengagement officiel (départ des troupes d'occupation) en fournissant au régime de Taïwan la possibilité de survivre. Cette tactique est également liée à l'exacerbation des contradictions entre les superpuissances, le social-impérialisme cherchant systématiquement à prendre la place des américains en Asie du Sud-Est.

S'agit-il d'un double jeu ou bien de contradictions réelles dans les milieux dirigeants américains ? En tout cas, cette nouvelle montre bien que, loin d'assurer la sécurité

et la paix, la théorie de la non-dissémination conduit en fait au monopole atomique des superpuissances qui peuvent ensuite opérer une dissémination clandestine et sélective. La seule garantie serait un désarmement atomique total et général. Tant qu'elle n'est pas obtenue, ce que l'impérialisme a toujours refusé, il est juste de soutenir le droit à l'arme atomique pour les pays socialistes, pour les pays menacés par les superpuissances, et de dénoncer la dissémination atomique des impérialistes à leurs alliés.

J. P. Champagny

Afrique du Sud

LE CHEF TRADITIONNEL DES ZOULOUS ACCUSE LA POLICE DE VORSTÉR



Après la répression sanglante de la grève de trois jours de la semaine dernière par des commandos de zoulous, Buthelezi, chef traditionnel, placé à la tête d'un «bantoustan» par les racistes a dénoncé «la tactique de la police consistant à diriger des affrontements entre noirs». Buthelezi a précisé que non

seulement la police raciste avait été l'«instigatrice» de ces commandos, mais qu'elle les avait transportés et lâchés à plusieurs endroits en leur disant de «tuer tout le monde». La police, selon lui, aurait drogué avec du haschish un certain nombre de travailleurs zoulous pour les envoyer se battre.

Il a déclaré que «l'attitude du premier ministre et du gouvernement dans cette tragédie avait créé un abîme qu'aucune concession ne saurait combler». Il a conclu en affirmant que le peuple de son ethnie rejetait complètement la fausse indépendance des bantoustans proposée par les racistes.

De son côté, Vorster a prononcé un discours où il a expliqué que son régime avait des «difficultés internationales», mais qu'il n'y avait pas de crise en Afrique du

Sud. Avec cynisme, il a déclaré : «Nulle part au monde, quatre millions d'hommes (les Blancs) n'ont fait autant pour dix huit millions (les Noirs) que dans cette Afrique du Sud si décriée». Vorster prononçait le discours pour le dixième anniversaire de sa fonction de premier ministre. Il ne fête certainement pas le quinzième !

USA :

Le parti «indépendant» d'extrême droite, a désigné son candidat aux élections, Maddox. Ce parti a déterminé son programme : pour la sécurité, contre le gouvernement fédéral, contre la libération de la femme, l'avortement, etc...

Guadeloupe

PONIATOWSKI A L'AIDE DE STIRN

Pendant ces derniers jours, les habitants de Basse-Terre ont pu utiliser l'autorisation donnée par le gouvernement d'aller dans la zone interdite pour récupérer leurs affaires et faire la récolte de bananes. On enregistre toujours plus d'une centaine de secousses sismiques par jour.

Quant au préfet, il a fait de nouvelles déclarations lénifiantes : «Je demande désormais aux Guadeloupéens de ne pas parler sans cesse de la Soufrière». Il va sans doute prétendre que la situation actuelle vient de ce que les habitants «parlent trop» du volcan et non de

l'incapacité du colonialisme à résoudre les problèmes du peuple guadeloupéen !

Quant à Stirn, autre bavard impénitent, son secrétariat d'Etat vient d'être rattaché au Ministère de l'Intérieur de Poniatsowski. Cet effacement n'est pas dû seulement aux maladresses qu'il a pu faire à la Guadeloupe, il s'agit surtout pour le gouvernement de mieux contrôler la situation dans les colonies, alors que les années à venir s'annoncent difficiles, de renforcer la «départementalisation» là où cette solution a été choisie, et aussi, dans l'immédiat, d'y préparer les élections.

DURS COMBATS AU SAHARA

Le 21 et le 22 août, de rudes combats se sont déroulés sur l'REOUA entre notre Armée de Libération populaire et les forces armées royales marocaines. Au cours de ces combats, l'aviation des F.A.R. est intervenue après la défaite de leurs forces terrestres. L'ennemi s'est retiré en subissant de lourdes pertes : près de 70 blessés, un avion F5 détruit ainsi que 7 camions.

Le 23 août 1976, un commando de notre A.L.P. qui opérait sur nos côtes a coulé un bateau de guerre marocain qui mouillait dans le port d'El Aïoun.

Nos combattants ont attaqué le 25 août 1976, les positions des forces armées royales stationnant à M'Gacem, près de Tan-Tan. L'attaque a duré 1 h 20 mn, et l'ennemi a subi les pertes suivantes :

- 20 morts,
- 50 blessés,
- 3 camions GMC brûlés,
- 4 land-rover brûlés.

Communiqué du Front POLISARIO

Pologne LA RÉPRESSION CONTINUE

De nombreux membres du parti ouvrier unifié polonais ont été exclus du parti pour avoir pris part aux manifestations contre les hausses de prix dans la ville de Radom au mois de juin. Ces manifestations avaient obligé Gierek à renoncer à des hausses de prix des denrées alimentaires...

Après ces manifestations, Gierek avait annoncé que les prix de la viande seraient augmentés de 35 %, si la population était d'accord. En réalité les «enquêtes» sur ce sujet sont une véritable enquête policière. Dans les chantiers navals du Nord, les questionnaires comportaient de nombreuses questions sur les appréciations portées par

les ouvriers sur le parti révisionniste, les manifestations, etc... Cependant à la question : «Pensez-vous que les ouvriers n'ont pas assez d'influence sur le pouvoir ?», la majeure partie des réponses a été «oui».

Ces enquêtes policières constituent un moyen supplémentaire de répression. Mais ils peuvent préparer des initiatives démagogiques comme celles déjà prises par Gierek après les manifestations de Danzig, où ils poursuivait la répression contre les ouvriers tout en se rendant dans les entreprises pour faire croire qu'il était prêt à écouter les revendications ouvrières et à en tenir compte.

en bref...

● GUADELOUPE :

Haroun Tazieff, venu observer le volcan de la Soufrière a été blessé par une explosion soudaine.

● AFRIQUE DU SUD :

Kissinger doit rencontrer Vorster à Zurich samedi prochain. Au centre des discussions, le soutien que les Etats Unis apportent à l'Afrique du Sud et comment ils vont aider à sauver le régime raciste ébranlé par le soulèvement du peuple dans toute l'Afrique du Sud.

INTERNATIONAL

LIBAN

MOBILISATION GÉNÉRALE DE TOUS LES PALESTINIENS DE 18 A 30 ANS, DÉCIDE L'OLP

Suite de la une

Après la bataille de Tall El Zaatar, l'unité de la Résistance Palestinienne est affirmée avec plus de force que jamais et l'O.L.P. peut affirmer son autorité sur tout le peuple palestinien en décrétant la mobilisation générale. Elle exprime la volonté de tout un peuple de ne pas se soumettre, de ne pas capituler devant les fascistes et l'agression syrienne afin de pouvoir poursuivre la lutte contre Israël. La Résistance Palestinienne puise ses forces dans cette unité, encore renforcée, consolidée et encouragée par la lutte que le peuple palestinien poursuit dans les territoires occupés par Israël où il manifeste son soutien à la Résistance et au mouvement patriotique libanais, et poursuit son combat contre la colonisation sioniste.

«LES PRÉTENDUS PLANS DE PAIX»: TROMPERIE ET HÉSITATIONS DES FASCISTES

L'alliance étroite nouée entre la Résistance Palestinienne et le peuple libanais, l'unité de la Résistance Palestinienne, leur volonté de résister, amènent les occupants syriens et les fascistes à chercher à obtenir à travers de prétendus plans de paix ce qu'ils craignent de ne pouvoir obtenir par les armes. Les discussions en cours servent d'abord à préparer les attaques à venir, de la part des réactionnaires et des fascistes. Les occupants syriens en profitent pour affirmer

plus encore leur suprématie sur la droite. Ils convoquent à Damas, Sarkis, le président qu'ils ont élu eux-mêmes. Ensuite et surtout, ils cherchent à miner la Résistance Palestinienne, à distendre les liens tissés avec le mouvement patriotique libanais, au travers de discussions pour la paix. Ce qu'ils ont appris à Tall El Zaatar où ils disposaient d'une supériorité militaire écrasante, c'est qu'ils ne pouvaient vaincre face à cette unité. Ce qu'ils savent, c'est que cette unité s'est renforcée pendant tous ces derniers mois.

Les manœuvres qu'ils essaient d'opérer sous couvert de «plan de paix» préparent en réalité la guerre. Mais elles révèlent la faiblesse fondamentale

des réactionnaires, leur hésitation à se lancer dans l'agression malgré leur force apparente, contre la force des deux peuples qui les a tenus en échec à Tall El Zaatar, et qui les tiendra en échec où qu'ils entreprennent d'attaquer. C'est pourquoi ils veulent la diviser.

Si les fascistes ont pénétré à Tall El Zaatar, ils n'ont pourtant atteint qu'en partie leur but. Ils ont créé les conditions pour réaliser la partition.

Mais ils n'ont pas détruit ce qui faisait la force de la résistance de Tall El Zaatar : la volonté de résister, l'unité du peuple et des combattants, l'unité de la Résistance Palestinienne, et du mouvement patriotique.

RENOUVELLEMENT DES PROPOSITIONS FRANÇAISES

Pour la seconde fois en quelques jours l'ambassadeur de France au Liban, a assuré que le gouvernement français maintenait son offre d'envoyer au Liban des troupes françaises.

Cette assurance a été donnée à M. Saeb Salam, musulman de droite qui est en train de se rapprocher des fascistes. La première fois, elle avait été faite à Frangié lui-même. Giscard veut intervenir au Liban, contre la résistance et le peuple libanais. La politique étrangère de Giscard est à l'image de sa politique intérieure. Il dit vouloir la paix, tisser de nouvelles relations, en fait, il appuie des pires ennemis des peuples du monde : l'Afrique du Sud, le roi du Maroc, et au Liban, les fascistes libanais et les agresseurs syriens.

NAMIBIE

Les racistes refusent de se retirer

C'est aujourd'hui, 31 août qu'expire l'ultimatum fixé par l'ONU pour que le régime de Vorster évacue son armée de Namibie et laisse à ce pays une indépendance totale. Depuis le début de l'existence de l'ONU qui a mis fin au mandat de tutelle de l'Afrique du Sud, cette question reste en suspens et elle a fait l'objet de plusieurs mises en demeure des Nations Unies qui sont toujours restées lettre morte. Mais il ne s'agit pas d'un nouveau vœu pieux que le régime de Vorster pourrait mépriser comme il l'a déjà fait. Après dix ans de lutte, le SWAPO, organisation de résistance du peuple

namibien est reconnu par l'ONU. Alors que les anciennes colonies portugaises ont accédé à l'indépendance, que le régime de l'apartheid est condamné par un très grand nombre de pays, en particulier africains, alors que le bastion raciste lui-même, est secoué par un puissant mouvement de lutte, Vorster ne peut pas aggraver son isolement international en se moquant ouvertement des décisions de l'ONU.

Pour sauver la face, le gouvernement de Pretoria tente de mettre sur pied un soi-disant «gouvernement multiracial» à partir de la conférence de Windhoek, organisme de collaboration avec les racistes composé de «chefs traditionnels». Mais il semble que même ceux-ci refusent de devenir des fantômes, et cette proposition a été jugée «insuffisante» par Waldheim, secrétaire général de l'ONU. Quant à la

SWAPO, elle a refusé tout dialogue avec ce gouvernement qui serait à la tête d'un Etat composé de «bantoustans» et d'une zone blanche comprenant les usines et les mines et qui perpétuerait l'apartheid et la domination de Pretoria. Elle exige l'indépendance de la Namibie en tant que nation, et pour cela la libération des prisonniers politiques, le retrait de l'armée sud-africaine et l'organisation d'élections sur base nationale sous contrôle de l'ONU.

Tandis qu'ils essaient vainement de rendre crédible la solution de fausse indépendance, les racistes d'Afrique du Sud préparent la guerre. Ils viennent de déporter 40 à 50.000 habitants de villages situés le long de la frontière avec l'Angola pour pouvoir délimiter une zone de 50 kilomètres de «tir libre» contre les guerilleros de la SWAPO.

PALESTINE OCCUPÉE GRANDES MOBILISATIONS DE SOUTIEN A LA REVOLUTION PALESTINIENNE ET AUX PROGRESSISTES LIBANAIS



Le combat de la Résistance Palestinienne contre l'agression syrienne et les fascistes libanais est puissamment soutenu par le peuple palestinien dans les territoires occupés. Le combat de la Résistance et la lutte du peuple palestinien dans les territoires occupés sont les deux aspects de la lutte du peuple palestinien pour détruire l'État d'Israël et créer au cœur du Moyen-Orient une Palestine Démocratique, c'est ce que montrent les nombreuses luttes menées par le peuple palestinien en Palestine occupée.

Pendant cet été, les masses palestiniennes vivant en Palestine occupée ont multiplié les initiatives pour soutenir leurs frères qui résistent au Liban à la politique d'extermination menée par les réactionnaires libanais et les troupes syriennes.

Le Croissant-Rouge et les autres organisations de masse palestiniennes qui se trouvent dans les terres occupées en 1967 ont collecté auprès de la population, des tonnes de médicaments,

de la nourriture et des habits pour les habitants des camps au Liban. Des comités se sont formés dans tous les villages pour assurer une permanence à cette collecte. Par branches professionnelles ou par quartiers ou villages, les masses palestiniennes se sont entièrement mobilisées. Les nouvelles étaient suivies avec attention, les journaux détaillaient tout ce qui se passait et de longs récits sont écrits sur la résistance du camp de Tall Zaatar et les autres quartiers. Les conditions de vie des

habitants du camp étaient expliquées minutieusement.

Quand la population apprenait la mort d'un combattant, tout le village dont ce combattant est originaire, organisait une manifestation de deuil, comme cela a été le cas pour le village de Saïr, dans la région d'Al Kaalil. Des appels ont été envoyés à la Ligue Arabe par les organisations de masse, l'Union des syndicats des Travailleurs en Cisjordanie, l'Union des Femmes Palestiniennes.

Des tracts ont été distribués massivement à Naplouse, dénonçant l'intervention syrienne. Ces tracts ont été collés partout sur les murs de Naplouse et des mots d'ordre contre le régime syrien se lisaient partout sur les murs de la ville. Une journée de deuil a été organisée à Naplouse pour la solidarité avec les combattants au Liban.

IRLANDE

UN MOUVEMENT POUR QUELLE PAIX ?

Samedi, pour la troisième fois, le Women's peace movement (Mouvement des femmes pour la paix) a organisé des «marches pour la paix» auxquelles ont participé plusieurs dizaines de milliers de personnes à Belfast et dans d'autres villes d'Irlande du Nord. Son caractère massif montre que ce mouvement peut refléter d'une certaine manière les aspirations d'un peuple qui, après des années de guerre civile et de combats incessants, aspire à vivre en paix. Mais qui est responsable de la violence en Irlande ? C'est fondamentalement l'impérialisme, l'occupation des troupes britanniques, l'oppression des catholiques. Mais les déclarations des dirigeants de

ce mouvement réclament «la paix à tout prix», «l'arrêt de toute violence». Il n'est pas étonnant dans ces conditions que les protestants fascistes s'en servent et que les troupes britanniques encadrent et protègent les «marches pour la paix.»

● CORÉE : A Panmunjon, sur la ligne d'armistice entre les deux Corées, les négociations entre la république démocratique populaire de Corée et les Etats-Unis continuent pour partager en deux nettement le no man's land de façon à éviter les incidents entre soldats nord-coréens et troupes d'occupation U.S.

● ITALIE :

Freda et Ventura, fascistes impliqués dans l'attentat de Milan en 1969, avec la complicité des services secrets, ont été remis en liberté samedi.

De violentes manifestations ont eu lieu dans toutes les grandes villes pour rendre hommage à la résistance héroïque des habitants de Tall Zaatar. Les manifestants brandissaient des drapeaux noirs, ils déchiraient les photos de Assad, les mots d'ordre contre la Syrie, les réactionnaires libanais étaient toujours repris. A Al-Kods (Jérusalem), les manifestants criaient et écrivaient sur les murs : «Nous vengerons Tall Zaatar». Sur les fenêtres des maisons, il n'y avait que des drapeaux noirs, en signe de deuil. Des barrages ont été faits avec des pneus brûlés par les manifestants. Les sionistes ont renforcé les patrouilles par des gardes-frontière. Ils ont arrêté des dizaines de manifestants dans chaque ville. Cette répression sioniste ne peut empêcher la manifestation de plus en plus évidente de l'unité du peuple palestinien, qu'il soit en Palestine ou au Liban.

DANS NOTRE COURRIER

OISANS: LA MONTAGNE EN COUPE REGLEE

A la suite de l'article du groupe d'enquête du Parti sur l'Oisans, je vous envoie quelques éléments dont vous n'avez pas parlé et que vous avez peut-être lus sur place quand même.

J'allais en vacances dans l'Oisans il y a 2-3 ans alors que j'étais lycéen, et j'm'arrivait souvent d'aller aider des petits ou moyens paysans pour faire les foins et donc de discuter un peu avec eux.

A l'époque, la bourgeoisie mettait en place une réserve nationale de l'Oisans» et nombre de paysans y étaient opposés.

L'intérêt pour les bourgeois, c'était de pouvoir offrir au tourisme, un «parc naturel», non pollué, où l'on pourrait se promener, faire du ski de fond l'hiver, et organiser des petits villages en carton-pâte pour nostalgiques des petits coins folkloriques, avec chèvres, calme, mais sans confort, une espèce de «retour à la nature» pour clients du Club Méditerranée, comme à Bourg-d'Oisans, ou La Chapelle St-Julien, par exemple.

Et ceci, au détriment des paysans expulsés pour créer le parc, où il était désormais interdit de mettre les chèvres l'été, où la cueillette du gémépi (pour la liqueur), d'edelweiss, etc... serait réservée aux grosses boîtes, aux sociétés de tourisme, alors que c'était pour certains, un peu de pognon en plus qui rentrerait l'été.

Si je vous cite cet exemple d'un tourisme qui ne rapporte rien aux paysans, c'est qu'il me semble qu'il y a de nombreux parcs et réserves naturels de ce type. La bourgeoisie

n'hésite pas à en faire de la publicité pour ses stations de vacances, ces stations réservées aux riches, et qui sont construites dans la plus grande anarchie, au détriment, une fois de plus du peuple, dont les impôts servent à financer ces stations, et dont la terre est bradée.

La montagne sera à la disposition du peuple et notamment des ouvriers, la terre sera à ceux qui la cultivent, quand paysans et ouvriers seront au pouvoir !

E.M. - Amiens

TEXTES et DOCUMENTS issus du DEUXIEME CONGRES

(juin 1976)



PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE

marxiste-leniniste

PASSEZ VOS COMMANDES à
FRONT ROUGE
BP 68 - 75019 PARIS - CCP 31 191 14 La Source
12 F + 3 F de port

Dunkerque La chasse aux sorcières dans la CFDT

Au mois de juin, un nouveau permanent était proposé par la section CFDT communale, un militant syndical actif. Mais la direction CFDT, et le PS, mettaient leur veto : après une enquête policière auprès de la région parisienne où il avait travaillé il y a quelques années, ils le dénonçaient comme gauchiste, et prétextaient qu'on ne pouvait appartenir à la fois à certaines organisations et à la CFDT. Les communaux ne l'entendent pas ainsi, et s'opposent à la tentative de main-mise du PS sur leur organisation syndicale.

Camarades,

A la suite de la discussion survenue à l'U.I.B. de Dunkerque en juin à propos du nouveau permanent (voir QdP : à l'U.I.B. CFDT de Dunkerque, la chasse aux sorcières est ouverte), la section CFDT de la communauté urbaine a envoyé à tous les échelons de la confédération une lettre de protestation approuvée à la quasi unanimité.

La seule réponse qui leur est parvenue est celle du secrétaire de l'U.I.B. (à titre personnel) dans laquelle il justifie la position sur le rôle des permanents par rapport

aux textes des derniers congrès et surtout, adresse une vive mise en garde contre l'auteur du premier article précisant que l'affaire était portée à tous les échelons intéressés.

Les adhérents de cette section ont été aussitôt avertis et appelés à soutenir leur représentant.

L'affaire sera discutée de nouveau à l'U.I.B. le lundi 20 septembre et d'après la teneur de la réponse aux communaux, elle pourrait servir de test après le congrès.

Corr. Dunkerque

PARMI VOS LETTRES De Paris, 18^e...

Les ventes de pêches faites par la Fédération de Paris du PCR, en liaison avec des paysans de la Drôme, ont été accueillies avec enthousiasme par les travailleurs des quartiers populaires de Paris, comme en témoigne cette lettre, signée de plusieurs personnes. Il nous faut continuer cette expérience de liaison ouvriers et paysans, et développer leur unité contre la politique bourgeoise.

Dernièrement, vous êtes venus nous vendre des pêches à 2F le kilo sur notre place au 12 rue Emile Blémont Paris 18^e.

Elles étaient extra, nous aimerions que vous reveniez, avec tout ce que vous voulez en fruits ou légumes. Car tout est très cher et pas bon.

En attendant que vous veniez sur notre place, recevez nos sincères remerciements.

De Nice

Nice le 28 août 1976

Camarades rédacteurs du Quotidien du Peuple

C'est depuis quelques semaines seulement que j'ai commencé à lire votre quotidien, journal des ouvriers et des masses laborieuses.

Je tiens cette occasion aussi pour vous parler en tant que camarade victime du régime fasciste en Tunisie. En effet je suis un étudiant tunisien renvoyé de la faculté de droit de Tunis et taxé de subversion politique, et par conséquent condamné à l'exil. C'est la répression qu'a choisie le régime sanguinaire et policier en Tunisie comme réponse à toutes les luttes populaires et leur avant-garde les marxistes léninistes.

C'est avec un grand regret que je ne peux dans mes conditions actuelles m'abonner au Quotidien, car je ne travaille pas et je suis pris en charge par un parent ouvrier.

Quant à la brochure contenant les textes issus du 2^e Congrès du PCRml, j'essaie de vous envoyer une commande dans les jours qui viennent.

Permettez moi de vous saluer chaleureusement.

PARIS AU MOIS D'AOÛT... ET SES SURPRISES

Si vous allez à St-Denis (près de Paris) et que vous n'avez pas de voiture... vous pouvez prendre le métro !

Si vous n'êtes pas de Paris en plus et que vous ne connaissez pas les toutes «nouveau» de la capitale, vous pouvez vous trouver pour le moins étonnés quand vous arrivez à la sortie du métro et que... vous ne trouvez pas de porte de sortie ! C'est ce qui se passe au métro Basilique à St-Denis. Vous regardez autour de vous ! Et vous constatez que vous n'êtes pas le seul à vous demander ce qui se passe. Enfin, vous levez la tête et vous apercevez une pancarte vous annonçant : «Pour sortir, les billets du réseau urbain ne sont pas valables. Utilisez un billet de supplément : 1 F tarif normal». Il faut payer pour sortir ! D'ailleurs un guichet spécialement installé à cet effet vous délivre votre supplément. La ligne de St-Denis vient en effet de rajouter une station : St-Denis-Basilique. En clair, une station en plus vaut 1 F de plus !

Et qui paye ? Ceux qui utilisent le métro, c'est-à-dire les travailleurs de St-Denis, qui chaque jour se rendent à leur travail. Tous les moyens sont bons pour nous voler !

Un provincial de passage à Paris

MENSUEL 3 F
AOÛT 76
N° 3-4

brisons nos chaînes

37^e numéro spécial

congrès cfdt

COORDONNONS NOS LUTTES !

LE 'SYNDICALISME' DGB EN ALLEMAGNE (RFA)

PASSEZ VOS COMMANDES A
BRISONS NOS CHAINES
BP 208
75 865-PARIS CÉDEX 18

REBELLES

montreuil, st denis, nice
ils arrêtent les matraqueurs

ILS TUENT

des jeunes dans les quartiers...

EDITORIAL
POUR UNE RENTRÉE DE LUTTES ET DE VICTOIRES !

Suite page 2

Appelez le Quotidien

203 65 61
de 14 h à 18 h.

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCR (ml)
Adresse Postale : BP 225 75 924 Paris Cédex 19
CCP n° 23 132 48 F Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56.942

**1er ANNIVERSAIRE
CAMPAGNE
D'ABONNEMENTS
EXCEPTIONNELS**

POUR SOUTENIR LE QUOTIDIEN DU PEUPLE ABONNEZ VOUS

Voici déjà près d'un an que le Quotidien du Peuple est paru régulièrement, s'est transformé progressivement grâce à l'aide, aux critiques, aux suggestions des lecteurs. De l'avis de tous ceux qui nous écrivent, le Quotidien du Peuple correspond mieux à l'arme dont on a besoin et il faut continuer dans la voie engagée. Poursuivre cette voie, c'est préparer déjà la rentrée, emmagasiner de nouveaux repêrages, élargir l'équipe de rédaction, faire fonctionner nos bureaux de presse régionaux, en mettre d'autres sur pied, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du QdP. Pour cela, nous devons renouveler l'avance financière qui avait été acquise au lancement du Quotidien du Peuple et a permis de le sortir régulièrement cette année.

En lançant cette campagne exceptionnelle d'abonnements, liée au premier anniversaire du «Quotidien du Peuple», nous visons deux buts, renforcer nos liens avec les lecteurs et les amis du «Quotidien du Peuple», accumuler cette avance financière dont nous avons besoin.

Compte tenu des retards passés dans la réception du journal pour les abonnés de certaines régions, nous avons décidé, pour la rentrée, de sortir avant l'heure habituelle de bouclage de l'édition parisienne, une édition spéciale pour les abonnés tirée plus tôt, et aussitôt livrée à la poste : c'est le seul moyen, mis en œuvre par les journaux à grand tirage, pour que nos abonnés disposent le

matin-même du journal daté du jour. Le prix de l'abonnement qui est de 300 F peut être versé, soit intégralement à la commande de l'abonnement, soit en trois versements de cent francs se succédant à un mois d'intervalle, le premier étant envoyé à la commande.

En même temps nos abonnés disposeront d'une carte spéciale «abonné-ami du QdP», qui leur donnera un certain nombre de possibilités pour être associés plus facilement aux activités du journal (participation aux bureaux de presse régionaux), aux galas du PCRml... «L'abonné-ami du QdP» bénéficie en plus d'un certain nombre d'avantages abonnement gratuit à une revue, réduction dans des librairies..., dont nous publions la liste complète plus bas.

LA CARTE D'ABONNÉ-AMI DU QUOTIDIEN DU PEUPLE VOUS DONNE DROIT :

- A un abonnement au choix à :

- Front Rouge
- Rebelles
- Pékin Information
- La Chine
- La Chine en construction



- Et à un livre ou un disque au choix

- * Parmi les livres :
- 2 tomes des œuvres choisies de Mao Tsé-toung
 - La réception dès perution du «Grand Livre Rouge», ouvrage en cours d'édition qui rassemblera plusieurs classiques du marxisme-léninisme
 - «Révolution et contre révolution en Argentine» de Géze et Labrousse
 - «La Chine de Mao» par Roger Pic.



- Ismail Kadaré et la nouvelle poésie albanaise de Michel Métails.
- L'Antidühring, d'Engels
- Les cahiers philosophiques de Lénine

* Parmi les disques :

- Un disque chinois (L'Orient est rouge, Opéras à thème révolutionnaire...)
- Un disque de François Tusques (Ca branle dans le manche) dansons avec les travailleurs immigrés

- Un disque de Gilles Servat (L'Hirondelle, ou Le pouvoir des mots)



- Les chants de la Résistance Palestinienne.



- Un disque de Carlos Andreou (Un peuple en lutte : Espagne)



- Sur présentation de la carte (abonné-ami du Quotidien du Peuple),

REDUCTION

- ▶ de 10 % sur plusieurs librairies, dont :

- La librairie populaire (rue Duguesclin) à Lyon
- «Les Temps Modernes» (rue Notre Dame de Recouvrance) à Orléans
- La librairie populaire (40 rue Jules Guesde) à Lille
- «Mimésis» (5 bis rue de Grassi) à Bordeaux
- «Librairie 71», 24 rue J. Jaurès à Nantes.
- «L'Armitière», 12 bis rue de l'École à Rouen.
- Librairie «Tschann», 84, bd du Montparnasse à Paris.
- «Graffiti», 210, rue Jean Jaurès à Brest.
- Librairie «Lire», 16, rue Sainte à Marseille.
- «Jean Rome», 1, rue des Gras à Clermont-Ferrand
- Librairie Giraudon, 20, rue de Kerampont à Lannion.
- ▶ de 15 % à la librairie «Le grand jeu», 20, rue Colbert à Reims.
- ▶ de 33 % sur les éditions Pierre Jean Oswald, 7, rue de l'école Polytechnique - Paris 5^e

- Cinémas (tarif étudiant tous les jours) :

- «La Clef», 21, rue de la clef, Paris 5^e
- «Olympic», 10, rue Boyer
- «Entrepôt», 7, rue Pressensé
- «Seine Cinéma», 10, rue Frédéric Santon (tarif étudiant la semaine).

ENTREE GRATUITE aux fêtes et galas du QdP, du PCRml, de l'UCJR, et au ciné-club «Printemps» à Paris.

NOM (en capitales)

Prénom

Adresse

Ville

- Abonnement normal..... 300 F
- Abonnement de soutien..... 500 F
- Abonnement de soutien..... F

- Mode de Versement :
- En une fois
 - En trois fois

Indiquez par une croix dans les cases, vos différents choix

Découper suivant le pointillé et renvoyer au
Quotidien du Peuple
BP 225 - 75924 Paris Cédex 19

Santé

LES ENNUIS DIGESTIFS

Au retour des vacances, les ennus digestifs sont fréquents. Changement brutal de régime, fatigue entraînée par le nouveau rythme, infections dans les collectivités, restaurants, cantines, entraînent des colites (douleurs abdominales) suivies de diarrhée, de nausées. Le plus souvent, en deux jours, tout rentre dans l'ordre sans autre traitement que le régime et le repos. Dans quelques cas, l'infection est plus grave et il faut savoir la reconnaître surtout chez les enfants intoxiqués à l'école ou en colonie.

SUR QUELS SIGNES DOIT-ON S'INQUIÉTER ?

Devant un enfant, ou un adulte qui se déshydrate brutalement, devient très pâle, apathique, fébrile, on doit appeler un médecin pour envisager des examens de selles et une réhydratation plus efficace que par les moyens simples (boissons abondantes).

QUELLES SONT LES CAUSES LES PLUS FRÉQUENTES D'ENNUIS DIGESTIFS ESTIVAUX ?

Les adultes sont le plus souvent atteints par des diarrhées infectieuses : colibacilles, salmonelles, staphylocoques.

1- Les colibacilles, mi-

LES MICROBES LE PLUS SOUVENT RESPONSABLES D'ENNUIS INTESTINAUX		
MICROBE EN CAUSE	CONTAMINATION	SIGNES
Colibacille microbe intestinal	transmission par mains, vaisselle, aliments souillés (collectivités, hôpitaux)	pâleur, manque d'appétit, diarrhée survenant quelques jours après la contamination
Staphylocoque microbe des abcès, panaris, furoncles	contamination directe par la pâtisserie, charcuterie, plats cuisinés, semi-conserves (collectivités, cuisiniers)	douleurs, diarrhée 24 à 48 heures après
Salmonelles microbe intestinal ressemblant à la typhoïde	aliment mal cuit ou mal conservé : porc, volaille, crème pâtissière, coquillages (collectivités, centres aérés, colonies, camps de vacances «sauvages»)	fièvre, douleurs, diarrhée, vomissements 12 à 24 heures après

crobes provenant du tube digestif d'un enfant ou d'un adulte déjà malade, sont les grands responsables des diarrhées collectives qui sévissent dans les hôpitaux, les crèches. Ils sont transmis par des aliments, de la vaisselle souillée et atteignent surtout les organismes déjà fragilisés par une autre maladie (rhume, grippe...). La survenue

de diarrhée s'accompagne de pâleur, amaigrissement, signes progressifs qui s'installent en dix, quinze jours parfois plus.

2- Les staphylocoques : microbes des abcès, furoncles, panaris, ils sécrètent une toxine qui résiste à la chaleur lorsqu'ils sont présents dans un aliment in-

suffisamment cuit. Un cuisinier atteint d'un abcès, d'une angine à staphylocoque, ou même ne se plaignant d'aucun trouble (porteur sain) peut contaminer une famille entière, deux jours plus tard.

● beaucoup plus rapides (12 ou 24 h après le repas), les intoxications à salmonelles s'accompagnent de fièvre. Comme dans l'intoxication des enfants de Vincennes, elles sont fréquentes dans les collectivités. Ici c'est une viande de porc, de volaille, un poisson ou coquillage, ou même une crème pâtissière qui est responsable de la transmission du microbe : le plus souvent parce que l'aliment a été mal conservé.

● Un antibiotique pris de manière prolongée par la bouche peut «stériliser» complètement le tube digestif et détruire l'équilibre entre les germes qui pullulent dans l'intestin. Ceux-ci sont nécessaires à la fermentation et à la digestion. Une fois détruits, la diarrhée apparaît.

La transmission du microbe et de sa toxine résistent à une cuisson insuffisante : le plus souvent l'aliment a été mal cuit ou mal conservé. Cela explique la survenue de telles diarrhées dans les collectivités où les économies sur la réfrigération, le transport, l'achat des aliments sont de règle : cantines de

centres aérés, colonies, hospices.

UNE AUTRE CAUSE DE DIARRHÉE : LES ANTIBIOTIQUES EN COMPRIMÉS

Ils peuvent «stériliser» complètement le tube digestif et détruire l'équilibre entre les germes qui pullulent dans l'intestin. Ceux-ci sont nécessaires à la fermentation et à la digestion, la débauche est inévitable lorsqu'ils sont détruits. D'où la nécessité de compenser cette destruction par un apport quotidien de yaourts lorsqu'on prend des antibiotiques par la bouche.

Chez les jeunes enfants, nourrissons, les causes infectieuses sont principales :

Microbes parasitiques le tube digestif (colibacilles, salmonelles...) pour les enfants mangeant à la cantine, ou microbes venus d'ailleurs (otite, angine, bronchite).

Parfois l'origine est à rapprocher d'un déséquilibre alimentaire, d'une erreur diététique : changement injustifié de lait, introduction trop précoce de farines, repas trop riches, lait trop sucré, fruits insuffisamment mûrs.

A suivre : Comment soigner les ennus digestifs et comment les éviter ?

Docteur QdP

MARDI 31 AOÛT

TF1

13 h 00 - JOURNAL
13 h 45 - Objectif santé
13 h 55 - Paul Temple
Série
14 h 45 - L'imagination au galop. Série
17 h 45 - Pour les jeunes
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Le village englouti
Feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Festival international. Musique aux armées
21 h 30 - Le sens de l'histoire. Document
22 h 30 - JOURNAL et fin

A2

19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 40 - Bonjour Paris
Feuilleton
20 h 00 - JOURNAL
20 h 30 - Les dossiers de l'écran. Le tour du monde en 80 secondes. Film américain
Une dépêche de Reuter
22 h 10 - Débat
23 h 15 - JOURNAL et fin

FR3

18 h 45 - Les aventures de Tintin
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 40 - Le 19^e siècle romantique.
E. Delacroix
19 h 55 - Journal
20 h 00 - 20 heures en été
20 h 30 - Le tombeau indou
Film de F. Lang
22 h 10 - JOURNAL et fin

feuilleton

LA VÉRITABLE HISTOIRE DE AH Q

UNE NOUVELLE DE LOU SIN

«Femme...», rêvait Ah Q.

Il se mit à observer les femmes qui, à son idée, «cherchaient à séduire les mauvais garçons», mais jamais aucune d'elles ne lui sourit. Il prêta aussi attention aux paroles des femmes qui lui parlaient, mais jamais il ne décèla d'allusion à un rendez-vous secret. Hélas ! voilà bien encore un trait détestable de la femme : elle veut toujours se faire passer pour une femme sérieuse.

A quelque temps de là, Ah Q fut mandé chez M. Tchao pour faire une journée de décortiquage du riz ; après dîner, il s'assit dans la cuisine pour fumer sa longue pipe. Dans une autre maison, on l'aurait fait partir sitôt après le repas, mais dans la famille Tchao, le dîner était servi de bonne heure. D'habitude, il était défendu d'allumer la lampe le soir, on devait se coucher aussitôt après avoir mangé, mais il y avait quelques exceptions à la règle. Premièrement : lorsque Monsieur le fils aîné désirait étudier, quand il s'était préparé aux examens officiels, et deuxièmement lorsque Ah Q était donc dans la cuisine à fumer sa pipe avant de retourner au travail.

Wou Ma, l'unique servante de M. Tchao, la vaisselle terminée, vint s'asseoir à côté de lui sur le banc long, et se mit à bavarder.

— Voilà deux jours que Madame n'a pas mangé parce que Monsieur veut acheter une concubine... «Femme... Wou Ma... cette petite veuve !» pensait Ah Q.

— La belle-fille de la maison accouchera dans le huitième mois.

«Femme...», songeait Ah Q.

Il posa sa pipe et se leva. Wou Ma continuait son bavardage.

— La belle-fille de la maison...

— Je veux coucher avec toi ! Ah Q s'était soudain précipité vers elle et s'agenouilla à ses pieds.

Il y eut un grand silence.

— Ah Ya ! Wou Ma, d'abord clouée sur place par la surprise, se mit soudain à trembler et, poussant un grand cri, se sauva à toutes jambes. Elle était sortie de la cuisine que ses cris retentissaient toujours, bientôt coupés de sanglots.

Ah Q, abasourdi, demeura à genoux devant le mur, puis s'appuyant des deux mains sur le banc long, maintenant vide, il se releva lentement, vaguement conscient d'avoir fait une gaffe. Le cœur en désarroi, il piqua précipitamment sa pipe dans sa ceinture et s'apprêta à retourner décortiquer du riz. Un grand coup s'abattit sur sa tête. Il se retourna brusquement et vit devant lui le Bachelier tenant un gros bambou à la main.

— Une audace pareille !... espèce de...

Le gros bambou s'éleva de nouveau dans sa direction. Ah Q porta les mains à sa tête pour se protéger et reçut le coup sur les nœuds de ses doigts, ce qui lui fit très mal. Comme il se sauvait hors de la cuisine, il lui sembla recevoir un autre coup sur le dos.

— Oeuf de tortue ! (1), cria le Bachelier en mandarin.

Ah Q arriva en courant dans l'aire à décortiquer, puis il s'immobilisa. Il avait mal aux doigts et repensait à l'injure «œuf de tortue» que les habitants de Weitchouang n'employaient jamais. Seuls les riches qui avaient quelque relation avec les autorités s'en servaient, aussi l'avait-elle effrayé et profondément impressionné. Toute idée de «femme» l'avait abandonné. Puisqu'il avait reçu injures et coups, il lui semblait que l'affaire était réglée, aussi, libéré de toute anxiété, se remit-il à décortiquer le riz. Après avoir travaillé un certain temps, il eut chaud et s'interrompit pour tomber la veste.

Comme il se dévêtait, il entendit une rumeur

(1) - Oeuf de tortue - Insulte qui veut dire : «bâtard».

EN LORRAINE AUSSI, LA SECHERESSE

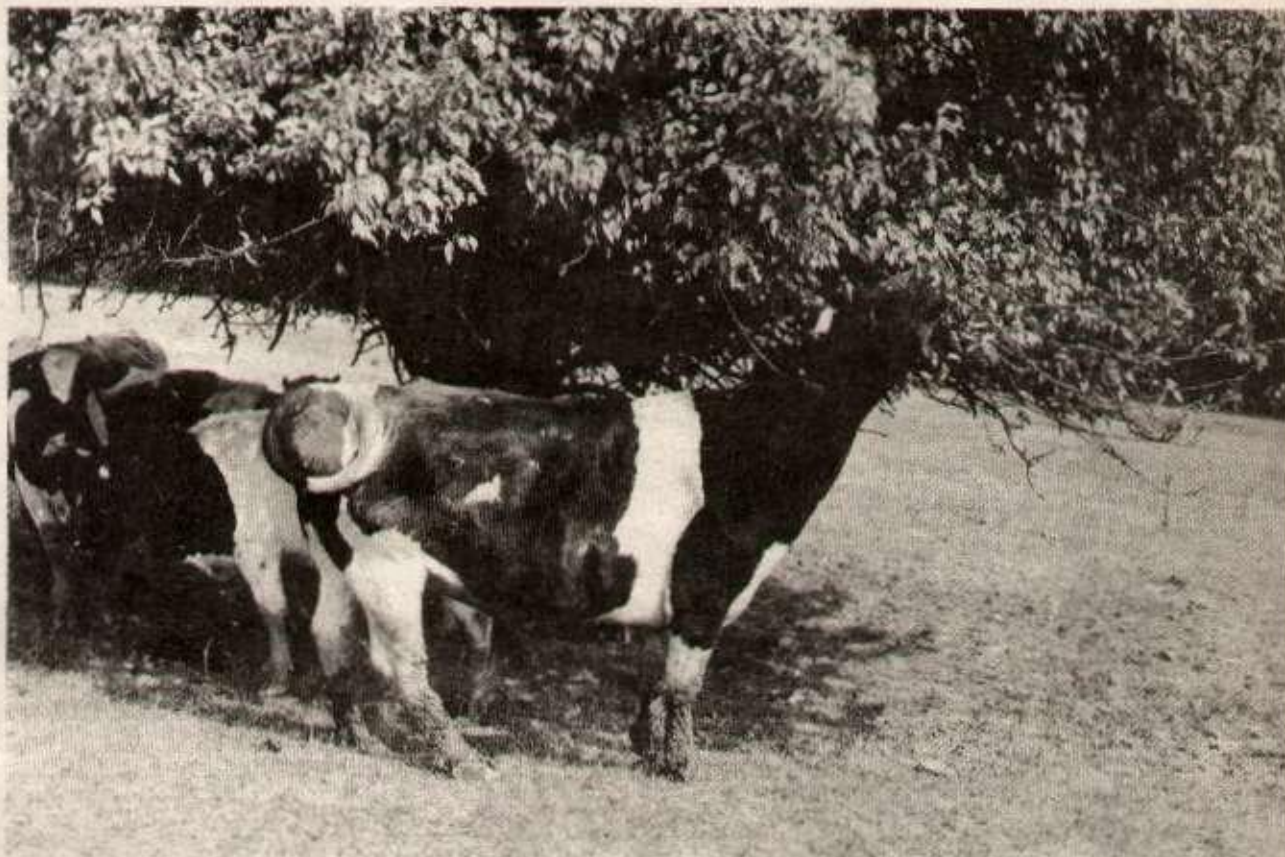
LES PETITS PAYSANS VICTIMES DES MESURES DISCRIMINATOIRES

Goviller, dans le Xaintois, à 24 kilomètres au sud de Nancy. Le village se trouve dans la zone classée 2 par le gouvernement, pour les mesures contre la sécheresse. La région est pourtant durement touchée, et les conséquences en sont importantes pour les paysans. Ceci souligne le caractère discriminatoire des mesures du «plan sécheresse» sur lesquelles on compte en haut lieu pour diviser les paysans.

Dans la région de Goviller, la terre est plus grasse. Elle a retenu l'humidité un peu plus que dans les régions de l'Ouest. Mais, le maïs n'a pas poussé ainsi que les choux, les betteraves, les pommes de terre, les fruits : mirabelles, prunes. Et la production laitière a chuté. Certains agriculteurs ont commencé à vendre des bêtes au boucher du village.

UN LECTEUR DE PASSAGE À GOVILLER NOUS TRANSMET CES PHOTOS

L'herbe manque à un tel point que les vaches doivent brouter les feuilles des arbres.



La production de lait a considérablement diminué. C'était jusqu'à présent une source de revenus pour les paysans de la région. Ils comptaient dessus pour rembourser leurs emprunts.



Les sources sont tarées. Les puits sont à sec. Les paysans sont obligés d'apporter de l'eau dans les champs à l'aide d'abreuvoirs mobiles.

La paille ramassée dans la Beauce, souvent dans de mauvaises conditions, a été engrangée trop humide. Elle a fermenté. Résultat : deux granges ont brûlé dans le village.

Les légumes n'ont pas poussé. Il n'y a pas d'espoir d'en récolter cette année, même s'il pleut maintenant, car tout est brûlé.

